

Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

N°75

JUIN 1988

20 F

Après les
élections
législatives...

DOSSIER

L'INDUSTRIE
DES ARMES

DESARMEMENT
ET
RECONVERSION

André Breton



L'ASSEMBLEE RIC-RAC

L'après-législatives :
une situation... ouverte !

L'ASSEMBLEE RIC-RAC

FRANCIS SITEL

PRINCIPES

Les « valeurs » ? La droite française n'en change pas. A défaut d'être la plus bête du monde, elle est certainement parmi les plus cyniques. Effrayée en juin 1936, lorsque ses profits et ses privilèges furent menacés par le mouvement des travailleurs sur lequel s'appuyait le Front populaire, elle s'abandonna, d'autant plus rapidement, après la défaite de 1940, à la honte de la collaboration avec le nazisme. Ces derniers mois, que de déclarations indignées n'avons-nous pas entendues de sa part jurant ses grands dieux qu'elle ne se compromettrait pas avec le Front national ! Elle lui avait pourtant préparé le terrain depuis de nombreuses années en entretenant dans tout le pays le discours sécuritaire et anti-immigrés. Mais jamais le compromis n'avait été explicite.

Les choses désormais sont claires et la leçon ne devra pas en être oubliée : pour le plat de lentilles d'une dizaine de circonscriptions électorales, les principes moraux ont été jetés par dessus bord. Qu'en serait-il demain si les enjeux étaient plus importants ? Il y a bien eu Raymond Barre pour se déclarer « troublé », et Simone Veil pour parler de « faute tactique » à propos des retraits réciproques.

Mais, pour ces deux voix bien timorées, combien de petit Claude Labbé, qui pense que « plus Simone Veil parle, plus elle développe l'antisémitisme en France » ? En voilà encore un qui, comme Jacques Chirac, « comprend » les réactions racistes !

Principe contre principe : face au racisme et au fascisme, il n'est de lutte qui vaille que sur de solides bases de classes. Méfions-nous du mirage du front républicain, avec ces « démocrates sincères » et autres « républicains de progrès » issus de la droite que la direction du Parti socialiste prétend sortir du fond des urnes. Contre Le Pen et le Front national, une seule arme : l'unité des travailleurs, français et immigrés, partis, syndicats, associations antiracistes...

SOMMAIRE

4 L'après-législatives : une situation... ouverte !
L'Assemblée ric-rac, par Francis Sitel.

10 Parti socialiste : que faire du 8 mai 1988 ?
par François Duval.

DOSSIER

15 L'industrie des armes, désarmement et reconversion,
par Henri Viguière.



28 Le marxisme aux Etats-Unis, remarque sur un livre de Paul Buhle
par Enzo Traverso.

32 André Breton, de toute beauté, la révolution,
par Didier Hanne.

L'après-législatives : une situation... ouverte !

L'ASSEMBLEE RIC-RAC

FRANCIS SITEL

LAURENT Fabius a trouvé le mot : « c'est ric-rac »...

L'Assemblée sortie des urnes le 12 juin au soir n'est ni introuvable, ni, sans doute, ingouvernable. Elle est « ric-rac ». Côté ric, elle est à gauche, dès lors qu'on comptabilise les députés communistes, dont le parti a appelé à voter Mitterrand et a pratiqué avec le PS le désistement réciproque au second tour des élections législatives. Côté rac, elle offre à Mitterrand et au PS des possibilités inédites d'alliances avec des forces réellement existantes à droite : le CDS, en mesure de former un groupe parlementaire distinct, une bonne partie de l'UDF, dernière R. Barre et S. Veil, voire Giscard, et quelques RPR anti-lepénistes.

Avec cette Assemblée, à majorité variable, tout est possible... Née de toutes les surprises, elle en réserve d'autres !

La campagne législative, dominée par l'ennui né de l'assurance que tout était joué, conduit à tous les paradoxes imaginables.

Le PS, croyant profiter de la dynamique de la victoire présidentielle et escomptant une déferlante rose, n'atteint pas la majorité absolue. Le conglomerat RPR-UDF, qui avait rafistolé à la hâte une unité de façade pour tenter de sauver quelques meubles, se retrouve à parité avec le PS et confronté brutalement à une nouvelle cohabitation, aux formes imprévisibles et aux conséquences incalculables.

Le Front national, dont on aurait tort d'oublier la force et les potentialités, simplement escamotées par une manipulation du mode de scrutin, voit sa représentation parlementaire réduite à néant. Tandis que le PCF, qui serait bien inconscient de nier son déclin, retrouve un quasi-groupe parlementaire, véritable miraculé, détenteur théorique des clés d'une possible majorité de gauche.

Quant à Mitterrand, qui prétendait, cueillant les fruits de la cohabitation, engager le nouveau septennat sur la base d'un partage plus équilibré des pouvoirs entre le Président, d'une part, le Premier ministre et l'Assemblée, d'autre part, le

voici maître absolu du jeu. Sur lui, seul, et comme jamais, tout repose ! Extraordinaire symbole d'une situation, se développant dans le cadre des institutions de la V^e République, où plus les problèmes s'accumulent, plus se distendent les liens entre le peuple et ce qui est censé être sa « représentation » politique. Et plus se focalise le champ du pouvoir, au point de se réduire à la silhouette vieillie d'un seul individu.

RETOUR SUR LE PREMIER TOUR

Le 5 juin, la direction du PS a curieusement semblé vouloir mimer, à l'inverse, le rôle qu'elle avait tenu le 16 mars 1986. Ce jour-là, jubilant d'avoir dépassé les 30 % de voix, elle avait oublié la victoire, incontestable et grave, de la droite pour afficher une satisfaction injurieuse. Cette fois, malgré un score « historique » de 37,7 % des voix, et une majorité absolue que les instituts de sondages promettaient à portée de main, elle prit un air renfrogné. Médusée qu'elle était de l'ampleur, elle aussi historique, de l'abstention et voyant lui échapper l'espoir de franchir la barre des 40 %. C'était le souffle d'un échec relatif qu'est venu confirmer le second tour.

Les commentateurs, quelque peu perturbés par tant d'évolutions déconcertantes¹, devaient dès le 6 juin faire appel à des trésors d'ingéniosité pour interpréter la subtilité des soubresauts successifs du « corps électoral »².

On peut dire, à postériori, que la surprise advint d'une non-surprise. Les résultats bruts du premier tour ne faisaient, en effet, que confirmer, en une fascinante symétrie, la prégnance des clivages gauche/droite et la stabilité des équilibres entre l'une et l'autre : 9,1 millions de voix (37,5 %) pour le PS, 9,8 millions de voix (40,4 %) pour l'alliance RPR-UDF, dite URC ; que venaient flanquer, de part et d'autre, les 2,7 millions de voix (11,3 %)

du PCF et les 2,4 millions de voix (9,8 %) du Front national. L'effet de surprise provint donc uniquement du climat créé faisant croire, pour les législatives, à l'inéluctable amplification de la victoire de Mitterrand, qui devait provoquer un raz de marée socialiste. Pronostic qui amenait les caciques du PS à prendre la pose, affichant, en écho au Président, leur crainte d'une victoire trop écrasante et feignant de distribuer les circonscriptions à qui en voulait. « L'ouverture » n'allait pas sans condescendance... Mal leur en prit !

LES RATES DE L'OUVERTURE

« L'état d'ouverture », qui aurait pu se substituer à « l'état de grâce » de l'après 1981, s'est brutalement brisé sur un mur d'indifférence et de réprobation mêlées. Rien n'annonçait le véritable coup de théâtre, venu bouleverser toutes les prévisions, de l'explosion abstentionniste : près de 13 millions d'électeurs, 34,3 % des inscrits, un électeur sur trois... Alors que le premier tour de l'élection présidentielle avait été marqué par une participation record (18,6 % d'abstentions), dépassant même légèrement celle de 1981 (18,9 %).

Là est le véritable échec essuyé par un PS qui, surfant sur la dynamique de la victoire présidentielle, escomptait arracher une facile et incontestable majorité. D'où la convocation précipitée des électeurs. Il est vrai que le précédent de 1981 invitait à pronostiquer un élan de la gauche venant confirmer et amplifier le score de Mitterrand, une partie de la droite se démobilisant, tandis qu'une autre partie des électeurs voudrait harmoniser majorité législative et présidentielle.

Les résultats sont venus remettre les pendules à l'heure, et l'ouvrage sur le métier, montrant au PS qu'il ne pouvait l'emporter sur la seule base de l'engagement à conforter le Président. Bref, 1988 n'est pas 1981.

Mitterrand II, à la différence de Mitterrand I, n'a pas triomphé parce que porteur de l'aspiration au changement. Une majorité a voulu le reconduire pour un second septennat afin de se débarrasser d'une

droite jugée sur pièces et prise dans les rêts de l'extrême droite, et parce que vainqueur de la cohabitation il apparaissait à une fraction de l'électorat modéré comme le « rassembleur », l'homme de « l'union des français » et de la « paix civile »...

Mais il s'est avéré que cette « ouverture », si bien accordée au registre présidentiel, trouvait ses limites une fois transposée au plan législatif. Le PS a payé de l'échec de ses ambitions son alignement pur et simple sur Mitterrand II. D'une part, à gauche, bon nombre d'électeurs aguerris, qui ont su reconnaître dans le nouvel air de l'ouverture la vieille rengaine des alliances à droite, ont voté PC. D'autre part, au sein de la droite modérée, même si la perspective séduit, elle ne profite ni au PS ni à ses chouchou centristes. Ironie de l'histoire : si est tellement souhaitable, comme le claironnaient Mitterrand, Rocard et consorts, l'alliance avec une composante de la droite, encore faut-il que celle-ci existe !

Giscard, remis en selle pour la circonstance, a su exploiter à fond l'argument : « Pour qu'existe une réelle possibilité d'ouverture, il est souhaitable que le Parti socialiste ne détienne pas la majorité absolue de la prochaine Assemblée nationale. Ceux qui souhaitent associer les deux moitiés de la France à la conduite des affaires du pays devront voter pour les candidats du centre³ ». Ce qui revenait, ni plus ni moins, à faire écho aux propos du Président soi-même : « Il n'est pas sain qu'un seul parti gouverne. »

« L'ouverture n'est pas un piège » était titré, dans *le Monde*⁴, l'entretien de Michel Rocard, qui voulait rassurer les centristes. Il s'est avéré que c'en était un : pour le PS !

Si bien que, pour tenter de rameuter les abstentionnistes et d'arracher *in extremis* une majorité au second tour, le PS a été amené à renverser la vapeur, réaffirmant « l'ancrage à gauche » qui rappelait à son bon souvenir que, sans lui, il n'est point de majorité possible. Les éternels effaceurs de l'archaïque clivage gauche/droite, une nouvelle fois, se voyaient renvoyés à leurs études.

Michel Rocard expliquait en ces termes ses objectifs : « Mais je veux redire ici

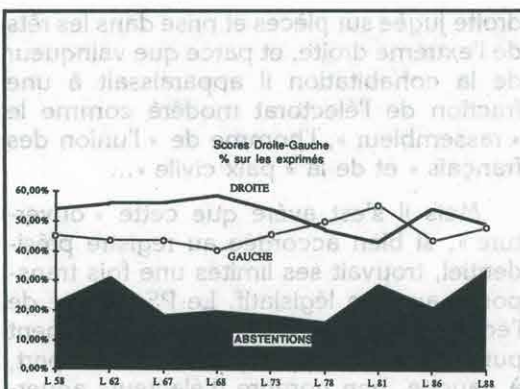


Tableau 1

Les deux tableaux reprennent ceux publiés dans *Critique communiste*, n° 51 d'avril 1986, en prolongeant les courbes jusqu'aux dernières législatives. Les évolutions tendanciennes longues qui ont conduit jusqu'à 1981 (courbe déclinante de la droite et ascension symétrique de la gauche) ont laissé place, depuis, à des mouvements beaucoup plus erratiques. Zone d'instabilité !

On notera dans le tableau 2 par rapport aux inscrits, qui ont précisément pour intérêt d'intégrer l'abstention comme phénomène politique plein, l'étonnant point de jonction des trois courbes : droite, gauche et abstention se partagent équitablement le corps électoral : à chacune son François sur trois...

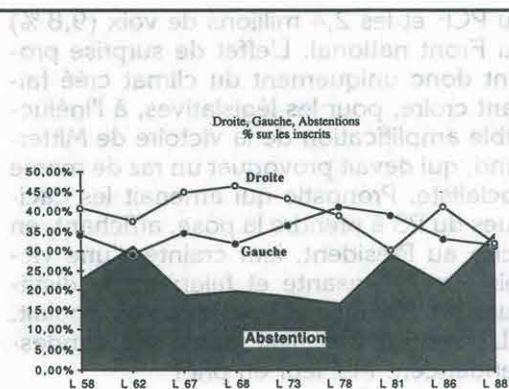


Tableau 2

comment je conçois l'ouverture. C'est l'espoir de déplacer la frontière des affrontements politiques et de modifier les comportements de part et d'autre⁵. » Pour lui, ce premier grain est un avertissement : les reclassements politiques auxquels il travaille, s'ils sont possibles, ne se feront pas selon le scénario prévu. Il convient à présent de revoir la route, car la navigation sera aventureuse.

UNE SITUATION DE DESTABILISATION

Comprendre comment on en est arrivé à l'actuelle Assemblée oblige à revenir sur les scores présidentiels, miroir d'évolutions politiques profondes.

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle pouvaient être compris comme une simple réédition de ceux de 1981. La gauche retrouvait ses 13,7 mil-

lions de voix, soit 45,3 % des exprimés, (contre 13,6 millions de voix et 46,7 % en 1981), face à une droite rassemblant 15,4 millions de voix, soit 50,8 %, (contre 14,3 millions et 48,2 % en 1981). Chiffres qui pouvaient inciter à conclure d'une grande stabilité du corps électoral, une fois absorbés les à-coups du septennat qui avaient, en 1986, ramené la gauche à 12 millions de voix (42,7 %), la droite stabilisant à la même date ses 15,3 millions de voix (54,8 %).

Mais une telle vision ne prendrait pas en compte l'essentiel : les impressionnants déplacements de voix, masqués par les scores globaux de 1981 et 1988, qui constituent une donnée fondamentale du septennat écoulé.

En 1986, la gauche a enregistré un déficit de 1,6 million de voix par rapport au premier tour de 1981 (et de 3,7 millions de voix par rapport au second tour). En 1988, au premier tour, 1,7 million de voix ont

rejoint la gauche. Au second tour, 3 millions de voix supplémentaires sont venues grossir le score de Mitterrand, soit un million de plus qu'en 1981. Ce dernier million de voix se traduit par une perte sèche à droite, au regard des scores cumulés de ses candidats du premier tour.

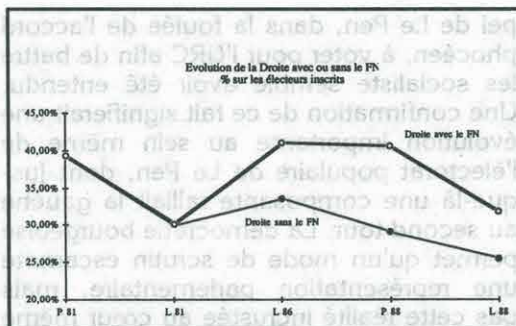
Un mois plus tard, plus de six millions d'électeurs qui s'étaient exprimés lors des présidentielles s'abstiennent au premier tour des législatives. Seule une petite partie d'entre eux se remobilisant au second tour.

Derrière d'appareils effets d'immobilité statistique, ces formidables déplacements traduisent une réelle déstabilisation. Celle-ci explique que, déroutant les lois politologiques établies, le fléau s'est, cette fois, immobilisé en ce point paradoxal qui fait qu'il n'y a plus de majorité.

Le tournis électoral ne doit pas faire oublier les évolutions politiques et sociales qui renvoient à des tendances de fond. Tout d'abord, concentrant les expériences du septennat, la disparition de tout projet politique prétendant répondre aux problèmes posés par la crise du système capitaliste. La politique keynésienne engagée timidement en 1981, le ralliement au réalisme, le néo-libéralisme de la droite à partir de 1986... Tout a échoué, dans les fracas du krach boursier et l'enfoncement dans le chômage. Les sondages font apparaître que les problèmes qui préoccupent le plus les Français, à commencer par le chômage, sont aussi ceux qui sont jugés les plus absents des discours politiques des uns et des autres. L'intérêt marqué pour l'élection présidentielle, tout comme l'abstention manifestée lors des législatives, témoignent sans doute, sous des formes contradictoires, d'un même désarroi et d'une même angoisse : la conscience de l'importance des enjeux électoraux et de l'impossibilité, par ce biais, de dégager une politique répondant aux problèmes du temps. C'est sur ce fond que se développent le consensus mou au centre, aussi bien que les bouleversements aux extrêmes.

◆ Le durcissement lepéniste

Au-delà du recul, partiel mais réel, subi aux élections législatives, force est de



Evolution de la droite avec et sans le Front national (% des inscrits)

Les deux courbes visualisent cette donnée politique fondamentale : le très haut niveau auquel se maintient la droite après 1981 est fonction de l'inclusion du Front national.

constater que l'électorat Le Pen reste la donnée fondamentale de ces dernières années. Au-delà de ses fluctuations conjoncturelles, et résolument contre toutes les illusions que celles-ci vont alimenter, il a d'ores et déjà modifié radicalement le champ politique.

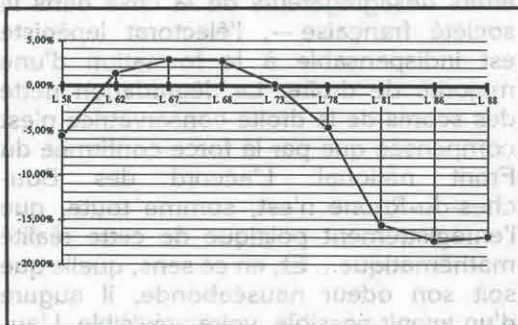
Le phénomène se traduit par l'éclatement de la droite en trois composantes, réalités distinctes tant politiquement que sociologiquement⁶. Dans l'état actuel des évolutions électorales — qui renvoient aux effets désagrégateurs de la crise dans la société française —, l'électorat lepéniste est indispensable à la formation d'une majorité de droite. La dégradation nette des scores de la droite conservatrice n'est compensée que par la force confirmée du Front national. L'accord des Bouches-du-Rhône n'est, somme toute, que l'enregistrement politique de cette réalité mathématique... Et, en ce sens, quelle que soit son odeur nauséabonde, il augure d'un avenir possible, voire prévisible. L'autre étant que, pour les forces de droite refusant cette perspective, toutes les conditions sont à présent réunies pour recomposer une majorité avec le Parti socialiste.

Une alternative qui, si elle dessine l'éclatement de la droite, conduit nécessairement à l'accentuation de la radicalisation du camp conservateur. D'autant que l'ap

pel de Le Pen, dans la foulée de l'accord phocéen, à voter pour l'URC afin de battre les socialistes semble avoir été entendu. Une confirmation de ce fait signifierait une évolution importante au sein même de l'électorat populaire de Le Pen, dont jusque-là une composante ralliait la gauche au second tour. La démocratie bourgeoise permet qu'un mode de scrutin escamote une représentation parlementaire, mais pas cette réalité incrustée au cœur même de la droite.

◆ La modification irréversible du rapport de forces PC-PS :

La légère remontée des voix du PCF ne signifie pas une modification du rapport de forces instauré en 1986 entre PS et PCF, qui veut que ce dernier représente moins du quart des voix de gauche. Même si l'on ne prend pas en compte le score catastrophique de Lajoinie, les résultats des législatives enregistrent ce fait : 16,1 % en 1981, 9,8 % en 1986, 11,3 % en 1988, contre, aux mêmes échéances, 37,4 %, 31 %, 37,5 % pour le PS. Ce qui relativise le cri de victoire du comité central du PCF, selon lequel « *Le premier tour des élections législatives a été marqué par le début de la remontée du Parti communiste* ». La direction du PCF peut se sentir « dopée » par



La courbe visualise l'importance électorale relative du PCF par rapport à l'ensemble de la gauche (l'axe horizontal représente les scores de la gauche « non communiste » : PS, MRG, PSU...). Encore majoritaire au sein de la gauche en 1973, l'enfondissement est précipité en 1981, sans qu'on voit depuis le signe d'une inversion de tendance...

L. B. et F. S.

l'étonnant renversement de situation qui vient de se produire à son bénéfice, mais cela ne saurait l'empêcher de s'inquiéter de la situation qu'elle va devoir affronter. Il est clair qu'elle a décidé de récuser toute perspective éventuelle d'insertion dans la majorité présidentielle et, *a fortiori*, dans un gouvernement de gauche. Choix qui s'explique assez bien par l'impossibilité d'opérer un nouveau tournant sur les chapeaux de roues et, plus encore, par le souvenir toujours cuisant du prix de sa participation au gouvernement de 1981 à 1984. Reste que le contexte lui est plus incommode que prévu, dès lors que, contre toute attente, les députés communistes vont se trouver sous les feux de la rampe : d'eux peut dépendre la concrétisation d'une majorité de gauche pour former le gouvernement et face à chaque loi soumise à l'Assemblée. Situation qui va valoriser des députés que le déclin du PCF avait fort dévalués, mais, toute médaille ayant son revers, le PCF devra rendre des comptes sur la façon dont il va combattre, concrètement, une ouverture à droite du PS que, par ailleurs, et fort justement, il condamne sans appel. Tâche fort délicate !

Face à l'échéance législative, la direction a parié sur le poids de ses élus municipaux. D'où une représentation parlementaire dominée par des députés-maires, élus locaux dont la direction sait que les mandats dépendent davantage de leurs concitoyens que d'elle-même. Contradiction qui, en lien avec la crise du PCF, et dans un tel contexte parlementaire, est susceptible de donner lieu à des développements inédits.

Bref, de quelque côté qu'on tourne le regard, se confirment les facteurs de déstabilisation dans la situation à présent ouverte.

VERS LA STABILISATION AU CENTRE ?

L'opération ouverture dans la lancée de l'élection présidentielle, manière charge de cavalerie, a échoué, brisée sur le scrutin majoritaire à deux tours, du fait du refus qui a opposé une bonne partie de l'électorat de gauche. Pour s'y être fourvoyés, le

Parti socialiste Que faire du mal ?

PS et Rocard en payent le prix, sans parler des malheureux centristes étiquetés majorité présidentielle, kamikazes de l'ouverture ratée.

Mais le paradoxe des paradoxes est que cet échec est susceptible de s'inverser : faute de majorité, cette assemblée peut être la mieux à même d'opérer une véritable recomposition politique au centre. Ni Giscard, ni Barre, ni Veil ne s'y sont trompés : c'est maintenant, et non avant, que les conditions tendent à se réunir pour la grande transformation de la V^e République : le passage de la bi-polarisation gauche/droite à la majorité type troisième force, ou front républicain, coalisant le PS et la droite libérale.

La réaffirmation du clivage gauche/droite lors de ces élections législatives ne scelle pas la condamnation du projet, elle est le signe que ce dernier ne peut naître que d'un arrachement. La transformation du système politique ne saurait se faire de façon indolore, puisqu'il y faut l'alignement explicite d'une social-démocratie au pouvoir sur les exigences de la bourgeoisie libérale. Rocard le sait bien qui, voulant « déplacer les frontières politiques », explique qu'après les questions religieuses liées à l'école celles de « l'argent » peuvent être relativisées (sic). On voit bien comment, pour le PS, « l'argument républicain » de l'anti-lepénisme est fondamentalement un alibi pour justifier l'alliance avec la droite. Politique redoutable puisqu'elle ne peut qu'implacablement conduire au sacrifice des revendications ouvrières, pour ne pas parler de toute perspective de changement social, et, ce faisant, aggraver une situation de crise qui alimente ce même lepénisme qu'on prétend combattre.

Le vote, plutôt qu'une obscure intelligence de l'électorat qui le conduirait à « doser ainsi, à chaque échéance, sa volonté politique, pour réussir des constructions aussi sophistiquées que celle de ce second tour des élections législatives » (Serge July⁶), a manifesté pour une partie des électeurs un refus de ce type de projet. Suffisant pour faire sentir les forces de résistance qui s'y opposent, voire pour en retarder la réalisation, il ne saurait l'être pour le bloquer. Il y faut une alternative.

Une alternative permettant de dégager une autre perspective que celle de l'en-

gouffrement de la politique dans un centre aussi mou que consensuel, où s'abîmeraient tous les espoirs de changer le monde. Sinon, la distorsion croissante entre les aspirations des travailleurs et de la jeunesse, d'une part, et, d'autre part, une vie politique réduite à la peau de chagrin des seuls jeux politiques voulus par la bourgeoisie ouvrirait une béance dont seuls profiteraient le Front national et ses nouveaux alliés de la droite.

La politique proposée et défendue, au quotidien, dans les entreprises et les quartiers, doit répondre pour de bon aux problèmes réels : le chômage, les conditions de vie et de travail, la formation, la citoyenneté pleine et entière de toutes et tous, français et immigrés, femmes et hommes, jeunes et vieux... C'est sur une telle base qu'il convient de mener la bataille immédiate qui est de s'opposer résolument aux opérations de recomposition à droite. Une majorité de gauche s'est manifestée à travers l'élection de Mitterrand et l'envoi de trois cent trois députés du PS et du PCF : il faut imposer le respect de cette majorité. Un mot d'ordre : à gauche ! A gauche, la politique à mener, apte à en finir avec l'austérité et les maux de la crise capitaliste. A gauche, le gouvernement socialiste-communiste chargé de mener cette politique.

Imposer ce choix suppose de ne pas se confiner dans l'enceinte de l'Assemblée et des palais gouvernementaux, il y faut l'air salubre du grand large : celui de la mobilisation ouvrière.

Tout, institutionnellement, repose sur Mitterrand ? Sans doute ! Mais, politiquement, tout dépend de l'intervention directe des travailleuses et des travailleurs.

Dans la situation ouverte, un dernier paradoxe mérite d'être noté : la subtilité des jeux politiques que nous réserve la nouvelle Assemblée rend évidente cette nécessité d'une action extérieure, de masse, unitaire, démocratique, qui écarte les menaces en redonnant la volonté du changement. Celle-là ne saurait être « ric-rac » !

F. S.

1. Cf. André Fontaine : « Le propre des surprises est de se produire là où on ne les attend pas. » (*Le Monde*, 7 juin 1988).

2. : Cf. Article de Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau intitulé « Un message subtil » (*Le Monde*, 7 juin 1988) ; et Serge July : « L'électorat, avec l'intelligence mystérieuse qui le caractérise, a pesé en faveur d'une victoire limitée du Parti socialiste » (*Libération*, 6 juin 1988).

3. in *le Monde*, 28 mai 1988.

4. in *le Monde*, 3 juin 1988.

5. *idem*

6. Cf. « Trois candidats, trois droites, trois électors », de Gérard Grunberg, Pierre Giacometti, Florence Haegel, Béatrice Roy, étude du CNRS, in *le Monde*, dossiers et documents, l'élection présidentielle.

7. in *l'Humanité*, 7 juin 1988.

8. *Libération*, 13 juin 1988.

Parti socialiste

Que faire du 8 mai ?

FRANÇOIS DUVAL

« Il est exclu de construire cette majorité par une négociation avec tel ou tel parti de l'actuelle coalition de droite. (...) Après 1988, il n'y aura ni "dérive centriste", ni résurrection de la troisième force". »

Ainsi s'achèvent les propositions socialistes, adoptées lors de la convention nationale des 16 et 17 janvier 1988. En quelques mois, que de chemin parcouru depuis ces fortes paroles jusqu'à l'entrée de L. Stoléru dans le gouvernement Rocard ! Sans compter le soutien apporté par la fédération des Bouches-du-Rhône à B. Tapie...

L'ampleur de la victoire de F. Mitterrand et les avatars de l'« ouverture » tendent à relativiser dans les commentaires l'analyse de la nouvelle étape de l'histoire du Parti socialiste. Celui-ci constitue pourtant l'élément central de la vie politique française et la principale représentation parlementaire des salariés. Autant de raison pour y voir de plus près.

DANS les mois précédant la campagne électorale officielle, les contradictions à l'œuvre dans le Parti socialiste ont émergé sur la scène publique. Lors de la convention sur le programme, véritable victoire idéologique des divers tenants de la « modernisation » (Rocard, Fabius), près de 35 % des militants ont émis un vote critique en faveur des amendements proposés par *Socialisme et République* ou par la *Nouvelle Composante* de J. Poperen. Au-delà même du contenu fort douteux de ces textes, qu'il s'agisse du contrat social cher à Poperen ou du marchandage stratégique-économique avec la RFA soutenu par J.-P. Chevènement, c'est bien un refus du recentrage en cours dont témoignaient les votes de militants. Quant à l'exigence de la dissolution de l'Assemblée nationale, elle se présentait alors explicitement comme une garantie contre les compromis avec le centre.

Quelques semaines plus tard, la convention entreprises, à laquelle aucun ténor du PS n'avait jugé bon d'assister, manifestait l'existence d'un réel malaise, que L. Jospin, appelé en catastrophe, ne parvenait pas à dissiper. Faute d'une bataille politique réelle contre la politique d'austérité, la grogne se cristallisait sur le mépris des « camarades ministres »

vis-à-vis de la base ouvrière. La convention du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) fut le théâtre d'une rébellion ouverte contre Jack Lang, à vrai dire fort peu convaincu de l'intérêt d'une telle organisation et plus préoccupé des opérations médiatiques qui ont fait sa renommée. Malgré le soutien apporté au délégué à la jeunesse par les militants regroupés autour de *Questions socialistes* et *Convergences socialistes*, pour une fois d'accord, c'est une direction majoritairement favorable à l'autonomie du MJS (par rapport au PS) qui fut désignée. Cette nouvelle équipe, au-delà d'appartenances à des courants différents du PS, semble bien décidée à faire vivre le MJS et passer dans la pratique l'autonomie votée au congrès de Lille, malgré la volonté de L. Jospin. A commencer par l'élection réelle des directions du MJS à tous les niveaux...

La convention femmes, octroyée lors du congrès de Lille, fut l'occasion d'une préparation aussi bureaucratique que faire se peut : peu de réunions préparatoires dans les fédérations, textes diffusés au compte-gouttes... La semaine précédant la convention, une circulaire d'Edwige Avice expliquait aux déléguées le mode d'emploi, n'hésitant pas à leur suggérer la trame de leur intervention : primo attaquer



la politique de la droite, deuxièmement mettre en valeur les réalisations passées du ministère des Droits de la femme et, enfin, conclure sur la candidature Mitterrand. On ne saurait indiquer plus grossièrement aux femmes socialistes le statut d'éternelles mineures qui leur est dévolu, y compris lors d'une convention destinée à leur permettre de... s'exprimer !

Moyen aussi de « cadrer » les débats et de couper court à la discussion qui débute sur la nécessité d'une structuration spécifique, l'organisation des femmes socialistes. Le discours officiel, selon lequel les principales revendications ayant été satisfaites il convient de passer à un nouveau stade, celui du « féminisme constructif », de « propositions », connu ses limites, à commencer par les constats de la place réelle des femmes dans le parti. Seule décision concrète ; le relèvement du quota lors des investitures ; le Congrès de Lille avait refusé de passer de 20 à 30 %, la convention de Châtelleraut demanda donc son passage à... 25 % !

Ainsi, à plusieurs reprises, les militants et les militantes socialistes ont partiellement saisi des échéances institutionnelles de la vie du PS. Et ce, pour faire entendre des aspirations ignorées d'un appareil entièrement occupé à développer la tontonmanie la plus servile et à susciter les supplices au prince pour qu'il se représente.

SILENCE, ON OUVRE...

Une fois passées les tourmentes électorales, présidentielles puis législatives, ces

aspirations pourront-elles à nouveau surgir ? C'est l'une des principales questions posées.

La campagne présidentielle a marqué, comme jamais auparavant, la mise en veilleuse du PS. Dès l'annonce officielle de la candidature de Mitterrand, un silence assourdissant s'est abattu sur le PS, tellement conscient de son inutilité que son premier secrétaire n'hésitait pas à profiter de l'ouverture de la campagne électorale pour partir en vacances ! Officiellement l'organigramme prévoyait une direction tricéphale. Rue de Solferino, l'appareil socialiste s'évertuait avec acharnement à ne rien faire. Avenue Franco-Russe, autour de P. Bérégovoy, les ex-futurs ministres s'occupaient au jeu des pronostics sur la composition du gouvernement. Anticipant un peu vite sur l'ouverture, ils n'évitaient pas toujours les bévues : pendant qu'Edith Cresson chantait les louanges de Giscard, J.-P. Cot imaginait fort bien Devaquet cohabitant avec les animateurs de l'UNEF... A l'Elysée, enfin, Dieu devait tout faire lui-même, pendant que J.-L. Blanco s'activait en communications téléphoniques avec les animateurs du CDS.

Accélération du rythme des apparitions publiques de Mitterrand (meetings, émissions radio...), publication de *la Lettre à tous les Français*, et les timides *Propositions des socialistes* retournaient au néant, au profit du discours élyséen sur la France unie et la paix sociale. La logique infernale des institutions de la V^e République est sans pitié : le parti du président se doit d'être aphone.



Les députés socialistes à l'Assemblée nationale. C'est l'une des principales questions posées.

La victoire de F. Mitterrand, capable au second tour de rallier sur son nom la quasi-totalité des électeurs situés à sa gauche le 24 avril, la grande majorité des écologistes, plus d'un million d'abstentionnistes du premier tour, plus une petite fraction des électeurs de Barre et de Le Pen, n'est que très partiellement celle du PS. La campagne s'est faite sur des axes qui n'étaient pas, loin s'en faut, ceux pourtant bien affadis du PS : F. Mitterrand s'est présenté comme le seul capable de réaliser l'ouverture à droite puisqu'il avait été le président de la cohabitation (née de la défaite du PS en mars 1986), comme le seul garant de la paix sociale menacée par la goinfreterie de l'Etat RPR et, enfin, comme le meilleur rempart des institutions face à la montée de l'extrême droite. A l'évidence, c'est la volonté de chasser Chirac et de barrer la route à Le Pen qui ont constitué le principal ressort du vote des salariés et de la jeunesse en faveur de F. Mitterrand, et non son orientation politique au demeurant fort peu explicite. On ne peut cependant sous-estimer l'efficacité de la pédagogie présidentielle : Mitterrand, meeting après meeting, n'a pas hésité à développer longuement la nécessité de l'ouverture au centre, quitte à prendre ses auditoires à rebrousse-poil.

A un niveau de masse, il est trop tôt pour que la signification de cette politique d'alliances apparaisse en pleine lumière et que le lien soit fait avec le contenu des mesures concrètes économiques et sociales qui vont être mises en œuvre. Par

contre, l'absence de réactions venant du Parti socialiste pose problème : en un trimestre, on est passé — sans douleur ? — des démentis indignés quant aux rumeurs d'alliances centristes à l'acceptation de l'ouverture sans rivage.

On peut concevoir plusieurs éléments d'explication. La victoire de 1988 n'a pas la même signification sociale que celle 10 mai 1981 : le « changement » n'est manifestement plus à l'ordre du jour. Plus question de couper les têtes de ceux d'en face ; au contraire, l'objectif est de multiplier les prévenances pour qu'ils consentent à accepter des fauteuils ministériels. De même, la montée du Front national, après avoir permis un vote massif pour Mitterrand, sert aujourd'hui de principale justification à la mise en place du « front républicain », beaucoup plus sûrement que les variations sur l'Europe de 1992. Enfin, on ne peut nier que les capacités manœuvrières de Mitterrand suscitent une certaine admiration à gauche : avoir réussi à réduire à peu de chose le PCF, puis à diviser la droite, de telle manière qu'après avoir obtenu la majorité absolue au premier tour elle se retrouve écrasée comme jamais quinze jours plus tard et sans perspective discernable de retour aux affaires, constituent d'indéniables exploits. Pour autant, naturellement, que l'on identifie manœuvres politiciennes et combat politique... On comprend que l'appareil du PS — qui prospère en grande partie grâce à son insertion institutionnelle — soit particulièrement reconnaissant envers F. Mitterrand, car c'est sa victoire qui tire le PS vers le haut. Cela, manifestement, vaut bien quelques messes avec les centristes.

D'autant que la composition du gouvernement Rocard, comme les investitures pour les législatives, sont loin d'être innocentes par rapport au PS : tous les courants et sous-courants, y compris ceux qui avaient manifesté, il y a encore quelques semaines, leur hostilité à l'alliance au centre, sont présents, récompensés à l'avance de leur « réalisme », et ligotés...

Jean Poperen chargé des relations avec le Parlement, et donc des rapports avec les centristes, il fallait y penser ! Quant à Jean-Christophe Cambadélis, Isabelle Thomas et Julien Dray, candidats à la députation sous le même sigle que les

ralliés du CDS et du PR, aux côtés de Tapie et Kouchner, on comprend mieux leur cri de cœur de l'an dernier : « Mai 68, c'est vieux » !

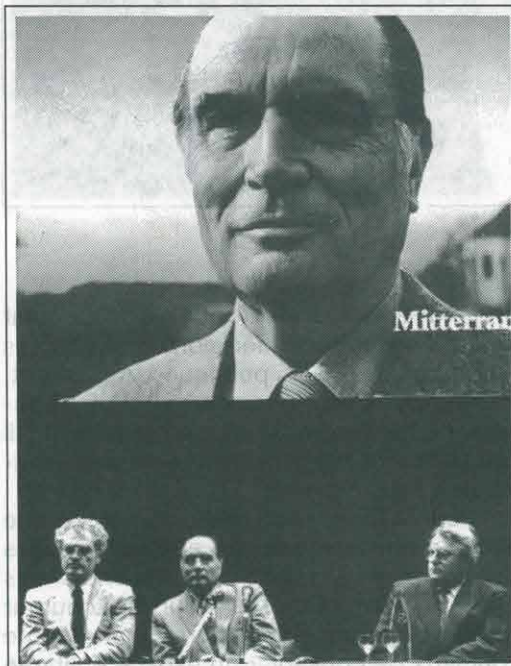
Il n'est pas sûr que la complicité active ou le silence consentant des responsables du PS, toutes sensibilités confondues, suffira à empêcher certains secteurs militants de venir troubler le jeu de l'ouverture. Les diverses conventions du PS ont montré à la fois l'existence d'un malaise réel des militants et l'incapacité des courants critiques à enrayer la dérive droitiste de l'ensemble du parti, sanctionnée notamment par l'adoption de textes qui font la part plus belle à l'esprit d'entreprise qu'à la défense des salariés. La renonciation aux objectifs traditionnels de transformation sociale permet l'alliance à droite. En retour, la « nécessité » de préserver l'alliance à droite justifie les abandons à venir.

L'installation durable du PS comme force hégémonique — au moins sur le plan électoral — parmi les salariés constitue également un obstacle à l'émancipation de critiques internes : on ne change pas une orientation qui gagne... Mais, à terme, c'est aussi un facteur d'instabilité. Le Parti socialiste est loin d'avoir pris sur le terrain la place laissée vacante par le PCF ; ses liens avec le mouvement social restent faibles. Pour autant, le renouveau prévisible des luttes sociales partielles sur les salaires, l'emploi, la protection sociale, préfiguré — en pleine campagne électorale — par les conflits de la SNECMA, de Michelin, de Renault-Cléon, ne restera pas sans effet sur le Parti socialiste. La contradiction entre la politique anti-ouvrière que ne va pas manquer de mener la coalition socialo-centriste et la prétention du PS à constituer la seule représentation politique du monde du travail ne peut aller qu'en s'aggravant. En revanche, la distanciation qui s'est opérée depuis plusieurs années dans la conscience des travailleurs entre lutte revendicative et perspective politique ne permet pas de prévoir les rythmes et les formes de l'affrontement.

ON ATTENDAIT FABIUS...

Le choix fait par le Comité directeur du PS en faveur de Pierre Mauroy ne cadre

pas avec l'« architecture » — selon le mot de P. Bérégovoy — voulue par Mitterrand : Rocard au gouvernement et Fabius au PS. Il est vrai que la victoire de Fabius, chantre de la « modernisation », aurait marqué une nouvelle étape dans l'évolution de ce parti. Les réticences, encore vives, à la transformation du PS en simple machine électorale se sont cristallisées contre ce modèle presque parfait de l'arrivisme courtisan, issu d'un milieu social privilégié, énarque de surcroît, dont les convictions socialistes relèvent essentiellement d'un plan de carrière bien construit. Au point de s'attirer, lors de la réunion du courant majoritaire,



cette apostrophe particulièrement fraternelle : « On peut hériter d'une Aston Martin, pas du Parti socialiste ! ».

A l'inverse, Pierre Mauroy, symbole d'une conception certes modérée mais traditionnellement social-démocrate du PS, devrait rassurer les militants inquiets devant l'accélération des événements et la dilution de leurs références. Faut-il y voir davantage ? Rien ne permet raisonnablement d'analyser l'issue de ce duel comme un coup d'arrêt à l'ouverture à droite, surtout pas les propres déclarations de Mauroy. D'ailleurs, F. Mitterrand, pourtant ha-



régionaux d'Ile de France et de Champagne-Ardenne, les rôles étaient inversés entre Jospin et Fabius !

ET LA JEUNESSE...

Les sondages et, plus encore, la participation aux manifestations le soir du 8 mai l'attestent sans ambiguïté : la jeunesse dans sa majorité s'est engagée derrière Mitterrand. Contre la montée de l'exclusion et du racisme, contre Le Pen et Pasqua. A travers le développement de SOS-Racisme, le mouvement étudiant de décembre 1986, c'est toute une génération qui est venue à la politique, selon des modalités bien particulières. Elle va naturellement constituer l'enjeu principal des batailles politiques à venir. Ses illusions, aujourd'hui importantes, vis-à-vis de Mitterrand et des socialistes vont subir le choc de la *real politik* : reculades sur l'égalité des droits, enlisement dans le brouillard colonial en Kanaky, politique de grande puissance impérialiste et ventes d'armes au tiers monde... En se confrontant aux réalités du fonctionnement du Parti socialiste — luttes de clans, carriérisme, course aux places, reniements — la « génération morale » risque également de déchanter assez vite.

Le Mouvement de la jeunesse socialiste, souffrant d'une faiblesse chronique, divisé entre partisans et adversaires de l'autonomie, tenu en suspicion par l'appareil du PS, a peu de chances de constituer l'instrument adéquat pour capitaliser les mobilisations de la jeunesse. Cela explique d'ailleurs en partie le sort privilégié qui est fait dans le PS aux frères ennemis de *Questions socialistes* et *Convergences socialistes*, comme relais autrement efficace dans la jeunesse, grâce aux organisations de masse qu'ils contrôlent SOS-Racisme et l'UNEF-ID.

Plus encore qu'au sein du mouvement ouvrier, les contradictions, entre l'hégémonie socialiste au niveau électoral et idéologique et la faible capacité d'encadrement des socialistes, entre les aspirations de la jeunesse et l'orientation concrète du gouvernement Rocard, risquent d'être explosives.

Vingt ans après Mai 68, c'est là un véritable défi pour le courant révolutionnaire.

bitué à trancher de tout, n'a nullement cherché à forcer la décision, une fois ses préférences rendues publiques. Après tout, P. Mauroy, grâce à son profil, plus populaire parmi les militants, ne s'avèrera-t-il pas plus efficace pour faire avaler les couleuvres ?

Pour la (très) petite histoire, notons que rivalités de personnes et arrières pensées boutiquières n'étaient pas absentes des positionnements à l'intérieur du courant majoritaire. Ainsi, J. Poperen, sans doute soucieux de conserver un espace politique pour son fond de commerce d'opposition (de gauche) officielle, a apporté son appui à Fabius. Pour rassembler à gauche, sans doute !

Jospin, épaulé par ses alliés de *Convergences socialistes* a apporté le sien à Mauroy. Continuité du conflit de l'été 1985 où Jospin dénonçait le projet de front républicain défendu par Fabius ? Sans doute, mais la plus grande prudence est de mise pour interpréter les luttes de pouvoir à la direction du PS en termes d'affrontements d'orientations politiques, voire de conflit entre dérive centriste et « ligne de gauche ». Il suffit de rappeler que lors du débat plus récent sur le vote des budgets

Dossier

L'industrie des armes Désarmement et reconversion...

HENRI VIGUIER

Vaste débat que celui qui est présenté sous ce titre. Nous voulons avec ce dossier de « Critique Communiste » y apporter une contribution. Celle-ci, bien sûr, n'engage que son auteur, et vise seulement à faire en sorte que ce débat ait lieu. Pierre Juquin, dans son livre « Fraternellement libre », écrit « Aucun mouvement populaire n'a encore imposé le désarmement. Sans doute parce que le problème n'avait pas atteint sa maturité critique. »

Il semble bien à l'auteur de ces lignes que cette maturité critique n'est pas loin d'être atteinte. Nous avons donc voulu essayer de montrer l'ampleur du problème, les difficultés, les obstacles, mais aussi la nécessité impérieuse du désarmement et de la reconversion des industries de guerre. Car cette montagne que le mouvement populaire doit soulever, bien loin de jamais accoucher d'une souris, menace plutôt d'enfanter l'hiver nucléaire.

Au long du xx^e siècle, les dépenses militaires mondiales n'ont cessé de croître. Comme le montre le tableau ci-dessous, évaluées en milliards de dollars constants, ces dépenses ont été multipliées par 31 en trois quarts de siècle.

1908	1936	1958	1982
18	94	254	563

En 1980, ce sont 22 % des dépenses publiques de l'ensemble des Etats du monde qui ont été consacrés aux dépenses militaires, contre 22 % pour l'éducation et seulement 12 % pour la santé.

Encore convient-il de préciser que les estimations des dépenses militaires varient fortement selon les sources, qu'il n'existe aucune statistique vraiment fiable sur ce sujet, compte tenu de la difficulté à définir strictement ce qui est militaire et ce qui ne l'est pas, que tous les organismes (industriels ou étatiques) font preuve d'un goût immodéré du secret à ce propos.

GASPILLAGE

Jacques Fontanel peut écrire : « Au niveau mondial, les ressources économiques utilisées à des fins militaires apparaissent comme un gigantesque gaspillage plus ou moins organisé. Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales dépassaient 600 milliards de dollars en 1982. Les experts (...) estiment à au moins 50 millions (chiffre en augmentation de

30 % depuis 1960) le nombre de personnes directement ou indirectement concernées dans leur emploi par le secteur de la défense, dont la moitié constituent le personnel des forces armées régulières. Les forces para-militaires représentent environ 10 millions de personnes, 4 millions de civils travaillent dans les ministères de la défense, 500 000 scientifiques participent à la recherche-développement militaire et plus de 5 millions de travailleurs produisent les armes et les matériels spécialisés. » L'estimation des dépenses militaires mondiales, pour 1985, est de 850 milliards de dollars, soit plus de 5 fois le budget total de l'Etat français.

Gaspillage de travail, de savoir-faire, et d'intelligence, qui n'a d'égal que celui des ressources naturelles affectées aux productions militaires, 6,3 % de la consommation mondiale d'aluminium, 11 % de celle de cuivre, 8 % de celle de plomb... Ou les 67 000 hectares de terrains nécessaires à l'entraînement d'une division blindée de l'armée américaine, dont découlent érosion des sols et effets néfastes bien au-delà des zones d'essais... Evoquons enfin les territoires entiers affectés aux tirs nucléaires, condamnés pour des millénaires à l'abandon.

Le chiffre de 500 000 scientifiques travaillant dans la recherche-développement militaire est impressionnant, mais il faut savoir que celle-ci représente de 20 à 25 % de la totalité de la recherche mondiale, et qu'elle se concentre dans quatre Etats — Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France — qui, à eux seuls, en représentent 90 %. Il reste cependant difficile d'apprécier l'ampleur réelle de la recherche militaire. « Les

armes chimiques et biologiques sont construites dans les laboratoires civils ou militaires, et les mêmes recherches débouchent sur la lutte contre l'épidémie ou sur son introduction sur le sol ennemi. De même les militaires sont très intéressés par les techniques de modification de l'environnement. (...) La science c'est aussi la guerre. D'autre part, la production d'énergie nucléaire est une activité mixte, mi-militaire, mi-civile, par la technologie qu'elle permet d'acquérir. (...) Les réacteurs actuels produisent plus de 80 tonnes de plutonium par an, avec lesquelles il serait possible de construire 8 000 bombes de la puissance de celle d'Hiroshima.» (J. Fontanel).

La loi de programmation militaire adoptée en France en 1986, par une large majorité composée des députés de la droite et du Parti socialiste, marque une accélération de la politique de surarmement. Avec 474 milliards de francs constants de dépenses d'équipement en cinq ans, elle représente une progression considérable des dépenses militaires, la part du budget de la défense passe de 17,9 % du budget total de l'Etat en 1984 à 18,8 % en 1987. Et cela n'apparaît pas comme un phénomène national isolé. Aux Etats-Unis, en 1982, ces dépenses représentaient 24,4 % des dépenses publiques, en 1985, elles en représentaient 32,8 % ! Et de 1981 à 1987, leur part est passée de 5,6 % du produit national brut (PNB) à 7,4 % du PNB.

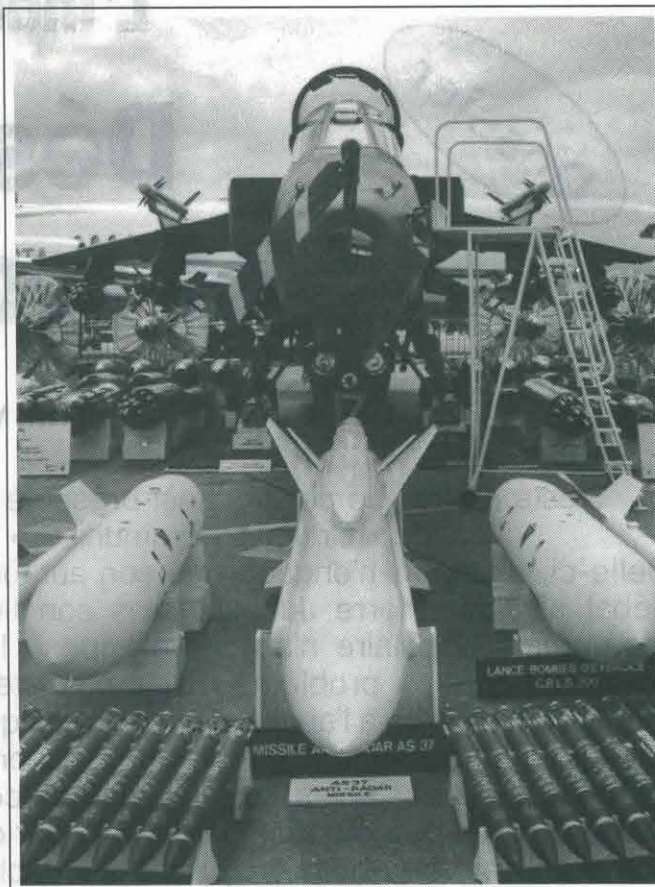
LES VENTES D'ARMES ET LE TIERS MONDE

Selon les estimations de l'ONU, sur l'ensemble des dépenses publiques des Etats du tiers monde, 22 % étaient consacrés en 1980 aux dépenses militaires, dont la plus grande part au financement d'importations de matériel, contre 15 % à l'éducation, 5 % aux dépenses de santé ! C'est ainsi que certains pays de l'OPEP, dont les revenus pétroliers ont régressé, du fait de la stagnation du prix du baril de pétrole et de la chute du dollar, ont vu leurs dépenses d'armement représenter une part de plus en plus grande de leurs revenus, comme le montre le tableau ci-dessous.

Moyen-Orient et Algérie			
	Revenus pétroliers	Dépenses militaires	en % des revenus
1980	185	30	16 %
1982	140	40	30 %
1984	110	60	54 %
1985	80	60	75 %

(Chiffres exprimés en milliards de dollars)

« Au cours des années soixante-dix, les ventes d'armes aux pays en voie de développement ont représenté de 75 à 80 % de l'ensemble des transferts internationaux d'armement et leur croissance a été en moyenne de 15 % par an ; entre 1979 et 1983, le tiers monde a encore importé environ 65 % du total des exportations. Au Moyen-Orient, les dépenses militaires ont cru de plus de 20 % par an en moyenne au cours des dix dernières années et les achats de matériel militaire par les pays de la région représen-



tent près de 50 % des importations totales d'armement par les pays du tiers monde.» (Pierre Dussauge).

Pour les pays exportateurs, vendre des armes au tiers monde répond à plusieurs objectifs. Le premier, assurer par ce biais une subordination politique du pays acheteur. En effet, une vente d'armes s'accompagne de l'implantation d'un corps nombreux de « conseillers techniques », et est généralement assortie de clauses limitant l'usage que le pays importateur pourrait faire de ces armes à l'approbation du fournisseur sur l'objectif ainsi poursuivi. Le second, plus strictement militaire, opérer à l'occasion de conflits localisés une expérimentation comparative et en grandeur réelle des systèmes d'armes. C'est ainsi que la guerre Iran-Irak est un gigantesque et mortel laboratoire au service du complexe militaro-industriel français ; ainsi la destruction du croiseur britannique *Sheffield* pendant la guerre des Malouines par un missile Exocet, fabriqué par l'Aérospatiale, est devenu un argument publicitaire de poids. Jean Ziegler écrit : « ...Plusieurs experts (...) affirmèrent que l'Exocet n'avait pas explosé. C'en était trop pour "l'honneur" des marchands de mort français, et plus particulièrement pour les dirigeants de l'Aérospatiale. Ils achetèrent une page publicitaire dans « The Economist » et firent paraître le placard suivant : "Depuis le commencement du conflit entre l'Irak et l'Iran, 117 navires ont été touchés par des Exocet : 60 confirmés, 57 probables. Sur 103 cas analysés, 57 bateaux ont coulé ou se sont enfuis ou ont été remorqués pour réparation. Un seul cas de non-explosion a été enregistré". »

Le troisième, et non le moindre, assurer une source de profit, plus que substantielle, aux marchands de canons (nous y reviendrons).

ARMES ET DEVELOPPEMENT

Certains pays du tiers monde se sont engagés récemment dans une politique d'industrialisation basée sur le développement prioritaire d'une industrie d'armement. Ils appartiennent, le plus souvent, à la catégorie des Etats semi-industrialisés, comme l'Argentine, le Brésil, l'Inde, Israël ou l'Afrique du Sud...

Outre qu'ils sont confrontés, aujourd'hui, dans ce domaine, à une concurrence de plus en plus violente des complexes militaro-industriels des Etats dominant le marché — dont l'abandon, sous la contrainte des Etats-Unis, de la construction de l'avion d'arme supersonique *Lavi* par Israël est un indice —, on peut douter du caractère « développant » ou « industrialisant » de l'industrie des armes dans le tiers monde.

Type d'arme	Avion de chasse	Hélicoptères	Missiles	Chars	Navires de guerre
Inde	1965	1965	1967	1965	1968
Afrique du Sud	1968	-	1976	-	-
Brésil	1971	1979	1976	1980	1972
Israël	1972	-	1968	1977	-
Taiwan	1974	1969	1978	-	-
Corée Nord	1975	-	-	1969	1965
Argentine	1975	1974	1978	1979	1971
Corée Sud	1980	1978	-	1983	1980
Egypte	1982	1980	1978	-	-

(Année de mise en production réelle)

Celle-ci, en effet, détourne d'applications plus utiles et urgentes, et dans des proportions importantes, les ressources les plus rares de ces pays, leurs devises, leur personnel le plus qualifié. Du fait de l'extrême sophistication des armes, celles-ci se révèlent d'autant plus coûteuses qu'elles ne bénéficient pas d'un marché intérieur suffisant, permettant l'allongement des séries. Elles nécessitent des investissements sans commune mesure avec ce qui relève des productions civiles. L'innovation technologique accélérée, sous la houlette des « grands » de l'industrie des armes, accroît encore ce coût. Enfin, loin d'arrêter les importations, elles en déplacent le courant vers les composants et sous-ensembles.

Prenons pour exemple le Brésil. Du fait de l'accroissement de la concurrence sur les marchés militaires, le chiffre d'affaires de l'industrie brésilienne des armes a diminué de 50 % de 1986 à 1987. Ce choc si brutal provient de ce que le Brésil ne dispose que d'un marché intérieur étroit l'obligeant à exporter 95 % de sa production. Outre la main-d'œuvre nationale la plus qualifiée, ce sont des dizaines d'ingénieurs qui ont été débauchés à prix d'or en Allemagne ou en Grande-Bretagne pour mettre cette industrie en place. Enfin, si

le char brésilien *Osorio* a toutes les chances en 1988 d'être retenu par l'Arabie Saoudite, de préférence à l'AMX 40 français, il faut noter que son canon de 120 mm est fourni par les arsenaux français (c'est le même que celui de l'AMX40), ainsi que la conduite de tir fabriquée par la SFIM.

Loin de permettre une plus grande autonomie, voire un affranchissement de la domination impérialiste, ces politiques s'avèrent être source d'approfondissement de la domination, favorisant les « élites » les plus subordonnées à l'impérialisme, et relevant même parfois de la volonté de mettre en place ce que l'on pourrait appeler des « impérialismes supplétifs », comme le manifestent le plus clairement les cas d'Israël et de l'Afrique du Sud.

« ...En cette fin du xx^e siècle bien des peuples sous-alimentés risquent de mourir de faim les armes à la main. Au sein des pays du tiers monde, les achats massifs d'armes de guerre imposés aux gouvernements dépendants par les puissances industrielles ont des conséquences nombreuses et dévastatrices.

« Première conséquence : ces armes sont, la plupart du temps, totalement inadaptées aux besoins réels de défense des pays acheteurs (...) Deuxième conséquence : grâce à l'achat imposé de cet « armement absurde » évoqué par Galbraith, la mainmise des puissances néo-coloniales sur les peuples dépendants s'accroît et se fortifie. Le système néo-colonial mondial se renforce constamment. (...) Troisième conséquence : les achats massifs imposés aux pays pauvres changent profondément la stratification sociale, la structure du pouvoir politique de ces pays. Dans de nombreux pays du tiers monde, les militaires prennent le pas sur les civils, les mitrailleuses remplaçant les bulletins de vote. (...) Or, tous ces officiers putschistes néo-coloniaux ont généralement été formés soit à Saint-Cyr (pour les colonels de l'Afrique francophone), soit à Sandhurst (pour les militaires anglophones), soit encore à l'Ecole des Amériques (jusqu'à récemment située au Panama) pour les généraux putschistes d'Amérique latine. » (Jean Ziegler)

Les ventes d'armes, comme développement prioritaire d'une industrie militaire, apparaissent ainsi, dans le tiers monde, comme un des instruments privilégiés de maintien et de renforcement de la domination impérialiste.

MILITARISME ET ACCUMULATION DU CAPITAL

Nous avons voulu commencer par appliquer, à l'industrie des armes, un modèle d'analyse stratégique sectorielle mis au point par les capitalistes eux-mêmes pour apprécier l'apport que peut constituer telle ou telle activité. (Le modèle utilisé est celui du « Boston Consulting Group », (voir encart ci-dessous).

Le taux de croissance moyen du secteur de l'armement tend à devenir, vers le milieu des années 1980, supérieur au taux moyen de croissance global. Dans cette situation, tout groupe disposant d'une forte position concurrentielle dans le secteur de l'armement verrait cette activité en position de « vedette », et, en cas d'une faible position concurrentielle, en position de « dilemme ». Mais trois caractéristiques spécifiques du

secteur de l'armement le rendent atypique. L'intégration nationale et étatique de ce secteur exclut toute concurrence, sauf parfois au moment de l'appel d'offres, sur les marchés nationaux. A l'exportation, les décisions d'achat sont davantage liées à une situation de dépendance néo-coloniale et impérialiste qu'à un critère de prix. Ce secteur est par ailleurs planifié : tout programme nécessitant de trois à sept ans d'études

LE MODELE DU « BOSTON CONSULTING GROUP »

Ce modèle économique d'analyse stratégique sectorielle a été mis au point aux Etats-Unis pour l'usage des grandes entreprises capitalistes à partir d'études empiriques, comme tous les modèles de ce type. Il vise à orienter la stratégie d'investissement (et de désinvestissement) de ces entreprises disposant de plusieurs secteurs d'activité. Deux critères sont pris en considération. Celui d'abord de la position concurrentielle du secteur d'activité concerné du groupe industriel. L'observation montre en effet que de cette position concurrentielle dépend la rentabilité de l'activité. Celui ensuite du taux de croissance moyen du secteur d'activité concerné. Plus fort est ce taux, plus importants sont les investissements nécessaires pour maintenir ou renforcer la position concurrentielle. A partir de ces deux critères est définie une matrice. En abscisse, de droite à gauche, le taux de croissance, en pourcentage, avec au centre le taux de croissance global moyen. En ordonnée, de bas en haut, la position concurrentielle, exprimée en pourcentage de la position du leader mondial, au centre une position correspondant à 50 % de l'activité du leader.

◆ **Vedette** : très rentable, mais vue la forte croissance nécessite de gros investissements.

◆ **Vache à lait** : très rentable, mais ne nécessitant que peu d'investissements, donc dégagant de grosses capacités de financement.

◆ **Dilemme** : peu rentable, investir massivement pour gagner en position concurrentielle et devenir vedette, ou abandonner l'activité.

◆ **Problème** : aucune rentabilité, s'en débarrasser au plus vite.

avant le passage en phase industrielle, le maître d'œuvre choisi est assuré dès le départ de l'obtention du marché, l'industriel a donc l'assurance de vendre.

Enfin, c'est de 40 à 100 % des frais d'études, recherche-développement, et des investissements qui en découlent, qui sont pris en charge par l'Etat. Ces trois traits spécifiques du secteur de l'armement font que, quelle que soit la position concurrentielle sur telle ou telle gamme de matériel, et quel que soit le taux de croissance moyen du secteur des armes global (qui n'a à ce titre d'effet que sur la masse des profits dégagés), toute activité dans ce secteur se trouve en situation de « vache à lait » ! D'où l'intérêt majeur pour les groupes industriels, nationaux ou multinationaux, de disposer d'une activité militaire substantielle, source d'énormes capacités de financement.

Une incidente, à propos de la bataille que se livrent Boeing et Airbus-industrie sur le marché mondial des avions civils. Boeing défend auprès du GATT (« Gene-

ral agreement for trade and traffic », sorte de « tribunal » du commerce international) que les Airbus sont subventionnés par les Etats européens, donc en infraction aux règles de la concurrence... La réponse d'Airbus-industrie, dans un rapport resté confidentiel, est la démonstration que l'industrie aéronautique civile américaine, par le canal du Pentagone ou de la NASA, a utilisé 25 milliards de dollars, destinés à financer des productions militaires, sur des programmes ambivalents, civils et militaires... Elle est donc elle-même largement subventionnée. Le rôle que jouent les dépenses militaires dans l'accumulation est ici manifeste.

L'ACCUMULATION DES ARMES

Confirmation de ce qu'écrivait Rosa Luxemburg, il y a plus d'un demi siècle, de l'intérêt qu'il y a pour le capital à disposer, par le moyen de la pression fiscale, d'une masse énorme et non dispersée de « pouvoir d'achat » : *« Les sommes que les paysans ou les classes moyennes auraient économisées pour les placer dans les caisses d'épargne et dans les banques, attendant d'être investies, sont à présent disponibles dans les caisses de l'Etat et constituent l'objet d'une demande, et offrent des possibilités d'investissement pour le capital. En outre, la multiplicité et l'éparpillement de demandes minimales (...) font place à une demande concentrée et homogène de l'Etat. La satisfaction d'une telle demande implique l'existence d'une grande industrie développée à un très haut niveau, donc des conditions très favorables à la production de la plus-value et à l'accumulation. De plus, le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme de commandes de matériel de guerre faites par l'Etat, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie des armements sera douée d'une régularité presque automatique, d'une croissance rythmique. C'est le capital lui-même qui contrôle ce mouvement automatique et rythmique de la production pour le militarisme, grâce à l'appareil de la législation parlementaire et à la presse qui a pour tâche de faire l'opinion publique. C'est pourquoi ce champ spécifique de l'accumulation capitaliste semble au premier abord être doué d'une capacité d'expansion illimitée. Tandis que toute extension des débouchés et des bases d'opération du capital est liée dans une large mesure à des facteurs historiques, sociaux et politiques indépendants de la volonté du capital, la production pour le militarisme constitue un domaine dont l'élargissement régulier et par bonds paraît dépendre en première ligne de la volonté du capital lui-même. »* Et Ernest Mandel à sa suite a donc raison d'insister : *« La production d'armes n'est, de ce fait, d'un point de vue capitaliste, pas du tout "vide de sens", mais elle stimule l'accumulation du capital, aussi longtemps qu'il existe des capitaux excédentaires non mis en valeur, et du capital financier à l'extérieur des capitaux investis dans la reproduction élargie de capital constant et de force de travail. »* C'est là sans doute un versant peu souvent exposé des politiques interventionnistes de l'Etat, dites « keynésiennes », et de leur caractère régulateur, c'est

pourtant un moyen indispensable ayant concouru au boom des « Trente Glorieuses ».

Par l'intensité de l'innovation technologique, entraînant une croissance de la composition organique du capital dans l'industrie d'armement, puis progressivement au-delà, par l'extorsion massive de plus-value, qui dispose généralement d'une garantie de réalisation, le militarisme joue un rôle à la fois régulateur et de facteur de crise. Régulateur en ce que la masse des profits garantis tend à rehausser le taux moyen de profit. Facteur de crise en ce qu'il accélère la tendance à la baisse du taux de profit en imposant une évolution accélérée de la composition organique du capital.

« Parce qu'en outre son activité (la production d'armes) crée des valeurs d'usages qui ne restreignent ni ne menacent les débouchés pour les marchandises produites par les départements I et II (production de moyens de production/production de biens de consommation) (...) le grand capital préfère la forme de dépenses de l'Etat qui va à l'industrie d'armements, par opposition à toutes les autres, surtout celles que l'on appelle « sociales », qui, au total, risquent toujours d'accroître la valeur de la marchandise force de travail. » (E. Mandel) Voilà, dans ce court passage, mis à nu le fondement même des politiques libéral-reaganiennes.

« L'interaction étroite de considérations de la politique extérieure, de la politique sociale et de ses motivations économiques dans la naissance de "l'économie d'armement permanente" est apparue bien clairement. (...) Cette interaction se traduit admirablement par la formule du "complexe militaire-industriel", c'est-à-dire les multiples liaisons entre les trusts de l'armement, les chefs militaires et les politiciens bourgeois. » (E. Mandel)

LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL FRANÇAIS

L'ampleur de l'activité de nombreuses sociétés dans le domaine de l'armement est souvent difficile à apprécier, du fait du secret soigneusement entretenu, du fait que les bilans comptables n'en rendent que partiellement compte, du fait enfin de l'ambivalence de certains matériels. Ainsi, à l'exception de la couleur kaki, un camion sur lequel est installé un système de tir de missiles crotales de Thomson-CSF est le même que celui servant à transporter des agrumes ou des quartiers de bœuf, les deux sont fabriqués sur la même chaîne par Renault-véhicules industriels. Les composants électroniques, de nombreux outillages, des matières premières etc. sont des productions militaires dans la mesure où, précisément, ils concourent à la fabrication de systèmes d'armes. Cette ambivalence explique la difficulté à apprécier les effectifs réels concernés par la production des armes.

En France, l'effectif directement concerné s'élève à environ 300 000 salariés, soit 6 % de l'effectif industriel total du pays. Selon des estimations, probablement exagérées, ce seraient environ 1 000 000 de salariés qui seraient concernés, directement et indirectement, par la production des armes.

Le complexe militaro-industriel français est un ensemble, concentré, centralisé et hiérarchisé d'institutions étatiques et d'organismes industriels.

LA DIRECTION GENERALE DE L'ARMEMENT

La direction générale de l'armement, dépendant du ministère de la Défense, est l'instrument de l'intervention de l'Etat dans ce secteur, et le cœur du complexe militaro-industriel français. Cet organisme unifié, dont l'origine lointaine remonte à 1939, mais dont la véritable mise en place comme organisme unique date de 1961, soit au tout début de l'instauration de l'Etat fort gaulliste, est responsable de la réalisation de la totalité des programmes militaires.

La Direction générale de l'armement dispose d'un secteur industriel de fabrication d'armes, représentant 25 % de l'effectif direct du secteur, les arsenaux. Ceux-ci, selon leur spécialisation, dépendent de deux sous-directions. Le Groupe industriel des armements terrestres, 17 000 salariés, a réalisé un chiffre d'affaires de 7.4 milliards de Francs en 1983. La Direction des chantiers navals, qui regroupe les chantiers navals militaires (Brest, Cherbourg, Lorient, Toulon), emploie 32 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 13.2 milliards de francs en 1983.

La Direction générale de l'armement est, enfin, un organisme qui, en liaison étroite avec l'état-major général des armées et celui de chacune des armes (air, mer, terre), et par l'intermédiaire de plusieurs directions spécialisées, contrôle l'essentiel des activités de production d'armes en France.

La Direction des programmes et des affaires industrielles est chargée d'élaborer les programmes d'investissements, d'attribuer les commandes aux industriels en fonction d'une appréciation de leur plan de charge. Le SIAR assure le contrôle de la qualité technique des matériels. La Direction des affaires internationales exerce un véritable monopole d'Etat du commerce extérieur des armes, et attribue les autorisations d'exportations et d'importations. La Direction des recherches et des études coordonne et élabore les programmes de recherche militaire, et oriente l'activité des industriels dans ce domaine ; d'autres directions plus spécialisées partagent ses objectifs, la DCA pour le matériel aéronautique, la DEN pour les missiles, la DEI pour l'électronique et l'informatique, le CELAR pour l'électronique... Tout marché à l'exportation est pris en charge par des organismes spécialisés, le plus souvent de caractère paritaire entre la Direction générale de l'armement et les industriels.

De manière fort cynique, existent deux organismes différents chargés de l'exportation du matériel aéronautique, ce afin de ne pas imposer les mêmes interlocuteurs à deux pays belligérants achetant simultanément le même matériel, l'OGA et l'OFEMA ; le matériel terrestre est confié à la SOFMA ; l'assistance technique au COFRAS ; un organisme se voit confier l'exportation en direction du Moyen-Orient, gros marché des armes françaises, la SOFRESA. Enfin, l'ensemble du dispositif inclut une « compagnie d'assurance d'Etat », le COFACE, qui permet, dans tous les cas, aux industriels d'être payés, même si le client s'avère insolvable.

L'ensemble de ce dispositif complexe permet à Pierre Dussauge de parler du « ... rôle déterminant de la Direction générale de l'armement dans la production d'armement ainsi que l'effet structurant de son action sur les secteur industriel. L'activité de la Direction générale de l'armement embrasse l'ensemble du processus de production, de la recherche fondamentale aux débouchés mêmes des matériels, en passant par la recherche orientée, les développements industriels, la fabrication et même les modernisations en cours d'utilisation. Interlocuteur principal des producteurs — les entreprises industrielles — comme des utilisateurs — les états-majors français ou les clients étrangers — elle-même fabricant de certains matériels, la Direction générale de l'armement est l'élément central du système militaro-industriel français. » Il faut noter ici que les libéraux chiraco-balladuriens, tellement pressés de dénationaliser, tellement avides de dénoncer cet « Etat-providence » quand il s'agit de dépenses redistributives relevant de la protection sociale, n'ont pas soufflé mot, et n'ont nullement l'intention de toucher à cet Etat-providence des marchands de canons. Ce qu'à l'occasion de certaines interventions les ultra-libéraux ont dénoncé, ce n'est pas le caractère étatiste, planifié et bureaucratique du complexe militaro-industriel, mais seulement le contrôle « tatillon » des prix opéré par la Direction générale de l'armement !

LE PRIX DES ARMES

L'absence, quasi totale, de confrontation au marché mondial, une situation particulière où il n'y a qu'un seul fournisseur pour un client unique, le « monopole d'Etat » du commerce extérieur, la prise en charge par l'Etat des coûts de recherche et développements dans une proportion d'autant plus grande que les coûts sont plus élevés (elle s'élève de 30 à 100 %), autant d'éléments qui impliquent une formation des prix particulière. Les prix des matériels militaires sont établis par évaluation des coûts de production augmentés d'un pourcentage constituant la « rétribution de l'industriel ». Le contrôle des coûts est censé être fait par la Direction générale de l'armement, mais avec seulement 80 contrôleurs pour toute l'industrie d'armement !

Ces prix connaissent une dérive affolante, que manifeste l'évolution des prix en francs constants des avions militaires français, l'ouragan des années cinquante étant à l'indice 100, le Mirage V des années soixante est à l'indice 250, le Mirage F1 des années soixante-dix à 500, le Mirage 2000 des années quatre-vingt à 1 000, et les estimations moyennes portent le dérivé industriel du Rafale des années quatre-vingt-dix à 3 000 au moins ! Or, dans le même temps, la productivité moyenne du travail n'a cessé de croître, cela signifie que la valeur d'un équipement militaire ayant une fonctionnalité donnée a été multipliée par 60 et plus en quarante ans. Une étude américaine démontre de même qu'un budget militaire, constant voire en progression, permettait l'achat de 3 000 avions par an en 1950, 1 000 en 1960, 300 en 1970... Et par projec-

tion de la dérive actuelle des prix... permettrait l'achat d'un seul avion en l'an 2036 !

Arme	Prix	Equivaut à
Exocet	5 000 000 F	10 pavillons de banlieue
Char Leclerc	32 000 000 F	1 100 hectares de terres labourables
Missile Hadès	70 000 000 F	Budget d'une commune de 25 000 habitants.
Mirage 2000	200 000 000 F	5 000 classes 125 000 élèves
Sous-marin nucléaire lance-engins	35 milliards F	Une fois et demi la production annuelle de blé de la France

(Exemples estimés à partir du livre de J.-P Hébert.)

Dans l'attribution des marchés d'armes, y compris à l'exportation, la « performance » prend le pas sur le critère du prix. « Dans le même temps qu'elle supprime la concurrence entre industriels français et qu'elle finance le développement des matériels, la Direction générale de l'armement leur garantit un marché. En effet, c'est en relation avec les besoins exprimés par les états-majors et plus précisément définis, voire orientés par la Direction générale de l'armement, que les matériels sont développés par l'industriel choisi comme maître d'œuvre et il est exclu (sauf cas très exceptionnel) que, une fois le développement réalisé, l'armée française ne se porte pas acquéreur du matériel en question. Une telle situation permet aux industriels d'avoir des plans de charge précis et leur garantit un volume de production minimal avant même que la mise au point finale et le développement industriel des matériels ne soient achevés. » (P. Dussauge)

Toute étude des prix s'avère incertaine, mais le chiffrage de certains contrats à l'exportation permet d'en avoir une idée, une incertitude restant quant à l'impact de niveaux d'équipement différenciés des matériels. Pierre Dussauge cite l'exemple du Mirage 2000, son prix unitaire était en 1982 de 285 millions de francs pour l'Egypte, de 125 millions de francs pour l'Inde, en 1984 de 225 millions de francs pour la Grèce, en 1985 de 230 millions de francs pour Abou-Dhabi, de 600 millions de francs pour l'Arabie Saoudite. Les exportations d'armes américaines manifestent le même phénomène, sans doute soumis à une surdétermination politique, le même F15 vendu à Israël 20 millions de dollars l'est à l'Arabie Saoudite 40 millions de dollars !

UN PLUS POUR LE COMMERCE EXTERIEUR ?

L'argument est souvent avancé par les gouvernements français, que l'exportation d'armes permet, par l'allongement des séries et donc la baisse des coûts qu'elle implique, d'assurer à la France une capacité industrielle autonome d'armement qu'elle serait bien

en peine de financer autrement. Il faut insister sur le caractère profondément cynique de cette politique qui consiste à faire financer par le tiers monde la capacité d'équipement de l'armée française, dans le même temps où celle-ci est destinée à jouer le rôle de gendarme en Afrique et au Moyen-Orient, et où ces ventes d'armes assurent et confortent la domination impérialiste et néo-coloniale de la France.

Autre argument fréquemment utilisé, l'effet positif des ventes d'armes sur la balance commerciale. 38 milliards de francs d'exportations en 1986, 4 milliards d'importations dans ce secteur : solde positif de 34 milliards ? Non, car ces 38 milliards de francs d'armes fabriquées ont nécessité 12 milliards d'importations de sous-ensembles et composants divers ; non, car le financement par l'Etat de la recherche, des assurances, des aides à l'exportation, peut être chiffré sur ce montant à 10 milliards ; resterait donc un solde positif hypothétique de 12 milliards de francs (les chiffres sont extraits d'un article de J.-P. Hébert in *le Monde diplomatique* de mars 1988).

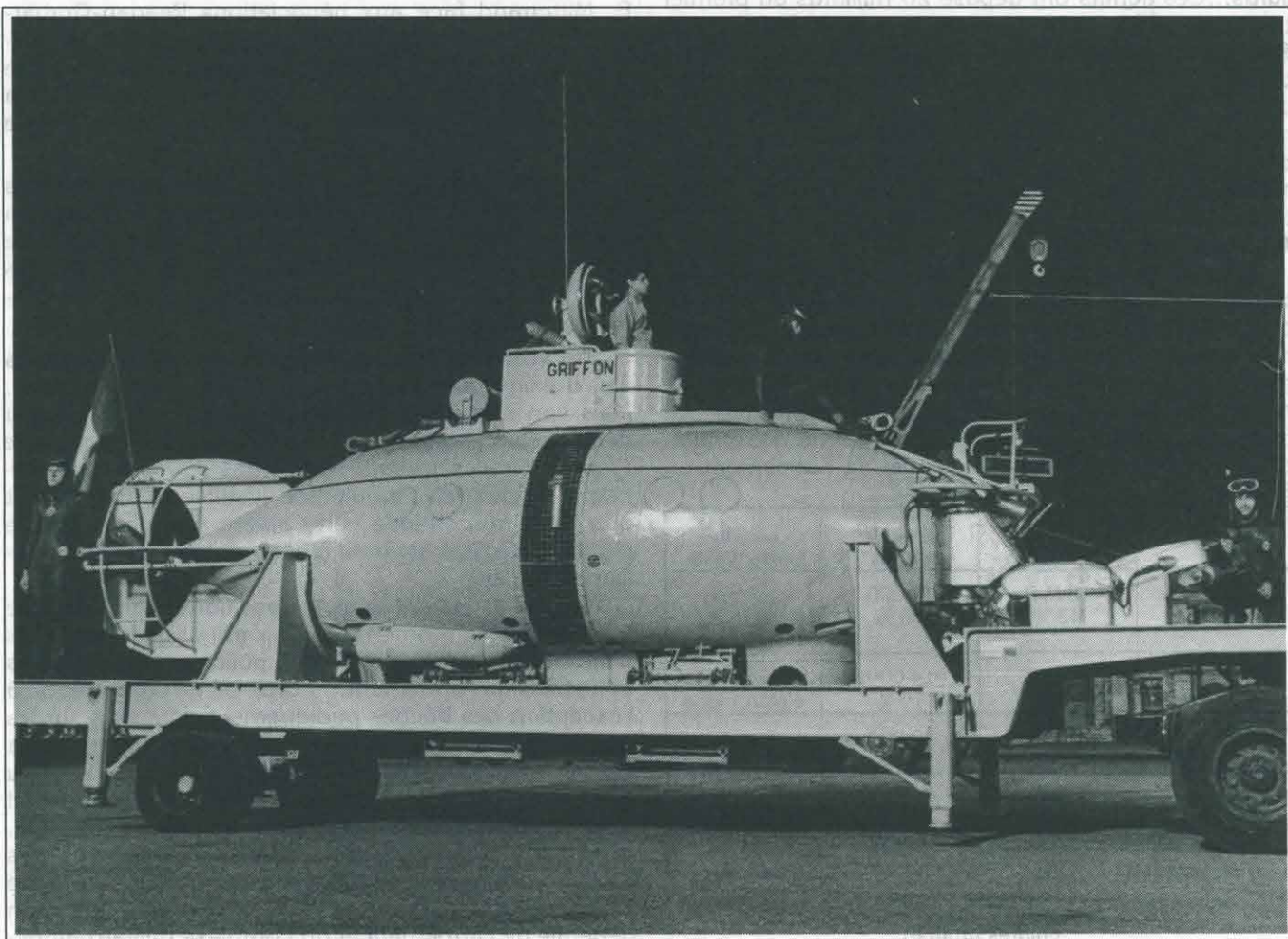
Notons enfin que la vente au Pentagone du système de communication RITA fabriqué par Thomson-CSF, vente dont toute la presse s'est fait l'écho, ne crée pas un seul emploi en France, étant fabriqué à 50 % aux Etats-Unis... Que ce système sert à équiper la force d'intervention rapide, c'est-à-dire le fer de lance de toute intervention impérialiste des Etats-

Unis... Qu'enfin les marchés de compensation correspondant à l'achat des avions radars AWACS par l'armée française, fixés à 130 % de leur coût, ne sont qu'un bluff, 80 % de cette compensation étant consacrée à l'achat de réacteurs CFM56 (SNECMA) qui, de toute façon, aurait eu lieu, faute de concurrence !

LA ZONE DES TEMPÊTES

Il semble bien pourtant que les années de prospérité du complexe militaro-industriel français sont derrière lui.

L'ensemble des grands groupes industriels sont en ces périodes de crise à la recherche de « cash flow » (capacités d'autofinancement) et le militaire en produit tant et plus. Il y a donc une course aux marchés militaires, à laquelle tous les trusts sacrifient. De plus, si le leadership économique des Etats-Unis est battu en brèche par des puissances telles que l'Allemagne fédérale ou le Japon, la domination politique et militaire des Etats-Unis est loin d'être ne serait-ce que contestée. De là découle une offensive en règle du Pentagone et du complexe militaro-industriel américain pour reconquérir les marchés perdus dans les dernières décennies, en particulier au profit du complexe militaro-industriel français. Cette offensive est facilitée par la baisse du dollar. La baisse du pouvoir d'achat des pays



du Moyen-Orient, clients traditionnels et essentiels de la France, est un facteur aggravant. Enfin, le phénomène déjà souligné de l'accession de nombreux pays semi-industrialisés au marché militaire rend la concurrence internationale encore plus vive.

Le problème des coûts des matériels et de la recherche-développement grève de manière considérable les budgets des Etats. Cela renforce l'exigence de la mise en place de coopérations internationales pour développer de nouveaux matériels, illustrée en Europe par la question, non encore close, de l'avion de combat européen, ayant pour effet de partager entre plusieurs Etats le financement de la recherche-développement, et un allongement des séries.

Les années soixante ont vu s'affronter deux options pour le grand capital en France, celle mise en œuvre par de Gaulle, dont Dassault est un pur produit, d'un développement du capital national, et celle défendue notamment par le groupe financier Suez d'une internationalisation croissante ayant pour espace le marché mondial, représentée par les républicains indépendants de V. Giscard d'Estaing. Ce débat est aujourd'hui forclos, nul ne défend plus la politique gaullienne. Ces dernières années ont donc vu la formation de groupes industriels multinationaux dont la souche est « française » (CGE, Thomson, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain...), ce mouvement n'a cessé de s'accélérer, les seules sociétés industrielles françaises, en 1987, ont cédé des sociétés pour une valeur de 17 milliards de francs, et en ont acheté pour une valeur de 31 milliards... Ces achats ont dépassé 20 milliards au premier trimestre 1988, dont plus de la moitié de sociétés étrangères. Cependant, un secteur d'activité reste de caractère « franco-français » : le complexe militaro-industriel qui concentre en son sein la contradiction majeure entre le maintien des Etats-nations et la tendance générale à la mondialisation du capital. Les résistances opposées jusqu'à ce jour par Dassault à toute coopération en sont l'illustration.

◆ L'industrie des armes

La production directe d'armes se concentre sur quelques industriels (les 10 plus gros réalisent 75 % du chiffre d'affaires total du secteur) mis, de par l'intervention systématique de la Direction générale de l'armement depuis plus de vingt ans, en position de monopole sur telle ou telle gamme de produits. Le tableau ci-dessous donne la physionomie des principaux groupes du secteur industriel de l'armement en France.

Groupe	C.A. armes	effectifs armes	activité essentielle
Aérospatiale % du total	18 M F 42 %	17 000 50 %	avions hélicos missiles
Dassault % du total	17 M F 86 %	14 000 76 %	avions électronique
Thomson-CSF % du total	25 M F 67 %	40 000 67 %	armes électronique
SNECMA % du total	5 M F 45 %	4 700 34 %	réacteurs équipements
Matra % du total	5 M F 33 %	6 800 26 %	missiles armes

(Milliards de francs, hors taxes, estimations 1986, chiffres groupe)

Il faut ajouter à cela que plus de 8 % du potentiel national en chercheurs et ingénieurs est consacré à la recherche-développement militaire ; que celle-ci pèse pour 32 % en 1982 dans les dépenses publiques de recherche (et 20 % de la recherche totale, y compris celle financée par les industriels). C'est là une des manifestations de la course effrénée à la technologie qui agite le secteur de l'armement.

L'extrême gonflement du complexe militaro-industriel français étant manifesté de la façon la plus nette par le tableau ci-dessous, extrait du *Monde diplomatique*, de mars 1988, qui rend compte des parts de marché mondial. Ou encore par le fait que les exportations d'armes ont représenté en 1986 aux Etats-Unis une somme de 48 dollars par habitant, 41 dollars en URSS, 33 dollars en Grande-Bretagne et... 77 dollars en France, record mondial !

	1971-1975	1976-1980	1981-1985
USA	39,2 %	32,7 %	25,2 %
URSS	36,2 %	39,7 %	34,0 %
France	7,8 %	11,4 %	13,9 %
Grande-Bret.	8,5 %	5,1 %	5,3 %

(exprimé en % marché mondial)

LA GAUCHE ET LES ARMES

Symptomatique, sans doute, est l'attitude de F. Mitterrand face aux négociations Reagan-Gorbatchev se fixant l'objectif de la dénucléarisation de l'Europe, qui pose nécessairement la question de la « force de frappe » française donc. Son effort constant n'a cessé d'aller dans le sens du caractère intangible de l'arsenal français.

Invité au Bundestag au moment des manifestations gigantesques contre l'installation des Pershing en Allemagne, Mitterrand ne déclarait-il pas, à l'encontre de toute réalité, « les pacifistes sont à l'Ouest, les fusées à l'Est... », apportant ainsi sa pierre à la nucléarisation forcée de l'Europe.

En visite au salon du Bourget, en 1981, tout frais élu, il exige que les armes exposées soient cachées. Mais son ministre socialiste de la défense, C. Hemu déclarera un peu plus tard : « Si demain la guerre entre l'Irak et l'Iran s'arrêtait, nos ventes d'armes diminueraient de moitié » ; inquiétude justifiée quand on sait que l'Irak ne continue cette guerre que parce que le régime Baassiste est tenu à bout de bras par l'impérialisme français.

Quand ils étaient dans l'opposition, avant 1981, le PS et le PCF se promettaient de « moraliser » les ventes d'armes, en rompant avec une politique dictée par les industriels de l'armement... Force est de constater qu'à l'exception des bâches pudiquement déposées sur les armes au salon du Bourget 1981, c'est l'inverse qui a été fait. Les chiffres sont là pour en témoigner, 11 % du marché mondial des armes en 1981, 14 % en 1985 ! Comment, d'ailleurs, pourrait-il en être autrement, quand le leitmotiv de Hemu était le « loyalisme des cadres militaires », révélant en fait le loyalisme de Charles Hemu vis-à-vis de l'état-major, de la Direction générale de l'armement et du complexe militaro-indus-

triel ; le PCF déclarait à l'époque : « *Le concept de défense nationale est bien celui d'un parti qui veut prendre ses responsabilités dans le gouvernement de la France...* ».

De 1975 à 1978, ces adversaires de toujours à la force de frappe qu'ont été le PS et le PCF se sont convertis. Les socialistes devenant ses partisans acharnés, au moment même où elle s'avèrait de plus en plus hors de propos et inefficace, sous le label d'une « dissuasion nucléaire indépendante » dans le cadre de l'Alliance atlantique. Les communistes se transformaient en seuls derniers défenseurs de cette vieille lune qui n'a jamais guère eu de réalité : la « dissuasion tous azimuts », si peu « dissuasive » depuis l'introduction des armes nucléaires tactiques, type Pluton ou Hadès, et si peu « tous azimuts » qu'il faut l'infrastructure logistique de l'OTAN pour la mettre en œuvre.

Quant à l'attitude vis-à-vis de la présence militaire française en Afrique, de la dénonciation formelle d'avant 1981, on est passé au mutisme le plus total assurant le maintien des choses en l'état.

Le PCF, enfin, après être sorti du gouvernement, et au titre de l'impasse stratégique que constitue sa caractérisation de la crise capitaliste comme susceptible de trouver une solution nationale par le biais du « produire français », a fait, en 1987, une campagne tambour battant pour « l'avion de combat français » ! C'est-à-dire le développement du Rafale, dont le coût est estimé à 300 milliards... Une version possible du « nouveau rassemblement populaire majoritaire », avec la participation de la hiérarchie galonnée de la Direction générale de l'armement, des patrons de l'armement et sous la protection bienveillante des mannes de Marcel Dassault ?

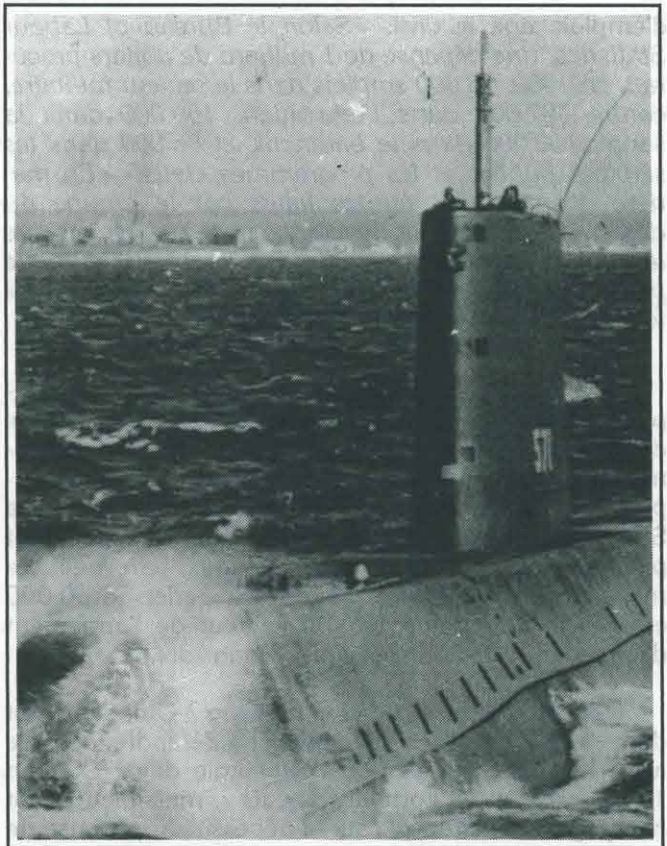
DESARMER ET RECONVERTIR : UNE NECESSITE

« Les problèmes de coût des armements, les problèmes de reconversion sont importants, mais devant le danger une seule chose est déterminante : détruire, le plus vite possible, partout, toutes les armes nucléaires jusqu'à la dernière, de toute portée, de toute puissance, de tout usage. Il faut aussi détruire les armes chimiques, prohiber les armes biologiques éventuelles. Le matériel de guerre « conventionnel » n'a pas l'impact irréversible du nucléaire ; mais il a fait des progrès stupéfiants : il devra, lui aussi, être pas à pas détruit. » C'est ainsi que Pierre Juquin a exprimé cette nécessité d'un abandon de la politique de réarmement permanent qui anime tous les Etats, et en particulier les Etats-Unis et... la France.

« Ce phénomène fait apparaître encore plus nettement le caractère parasitaire du capitalisme des monopoles. (...) En effet, comment considérer autrement un système qui n'a su, depuis vingt-cinq ans, éviter des crises économiques catastrophiques (...) qu'en gaspillant une part importante des ressources disponibles dans la production des moyens de destruction. » (E. Mandel)

● La faim et les armes

Alors même que le capitalisme s'enfoncé dans une des crises les plus graves de son histoire, que les politiques libérales qui se développent partout dans le



monde n'ont de cesse de remettre en cause ces acquis de l'humanité que sont les conquêtes ouvrières : protection sociale, prévention de la maladie, etc. Alors même que se développe la pire détresse dans le tiers monde, celle de la famine, de la malnutrition, des épidémies, que le poids de la dette condamne de nombreux pays à n'en pouvoir payer que les intérêts au prix de restrictions drastiques de la consommation populaire. Alors que, dans les métropoles impérialistes elles-mêmes, la pauvreté s'étend et le chômage ne cesse de croître... Les dépenses militaires s'avèrent être une oasis de prospérité ! Le « monde doit changer de base » dit la chanson, quelle illustration plus flagrante de cette nécessité que l'accroissement simultané des dépenses militaires et de la misère.

Des évaluations récentes permettent d'affirmer que l'affectation de seulement 10 % des dépenses militaires mondiales à l'amélioration de l'agriculture permettrait de remédier définitivement à la famine et à la malnutrition.

Le quart du coût d'un sous-marin lance-missile de la classe Trident (USA) suffirait à éliminer le paludisme. Le coût global de ce programme Trident équivaut à la richesse produite par les 230 millions d'êtres humains appartenant aux pays les plus pauvres en un an.

● Armement et emploi

De plus, toutes les études aboutissent au même résultat, l'investissement dans le militaire, outre qu'il détourne des quantités considérables de richesses d'objectifs socialement utiles, crée notablement moins

d'emplois que le civil. « Selon le Bureau of Labour Statistics, une dépense de 1 milliard de dollars procurait, en 1980, 76 000 emplois dans le secteur militaire, contre 187 000 dans l'éducation, 139 000 dans la santé, 100 000 dans le bâtiment, et 86 000 dans les services publics et les programmes civils. » « En matière d'emploi, les études faites par le groupe du désarmement pour le développement soulignent que la suppression d'un emploi dans le secteur militaire permet en moyenne la création de deux emplois dans le secteur civil. » Citations extraites de J. Fontanel.

Loin d'être un secteur protégé sur le plan de l'emploi, les derniers mois ont montré que les entreprises d'armement elles-aussi licencient... 2 500 licenciements à Thomson-CSF, 1 260 à Dassault, 2 300 suppressions d'emplois à l'Aérospatiale et 800 à la SNECMA, 3 000 suppressions d'emplois enfin sont planifiées d'ici à 1990 aux arsenaux terrestres. Le ministère de la Défense va jusqu'à parler de 30 000 emplois à supprimer dans le secteur de l'armement d'ici le début des années quatre-vingt-dix.

Défendre l'emploi dans le militaire ? Oui, sans état d'âme. Mais cela ne saurait revenir à défendre, comme a pu le faire la fédération métallurgie de la CGT en 1987, « l'avion de combat français », mais bien plutôt à engager une offensive sur la nécessité impérieuse de la reconversion. Pierre Juquin met justement en valeur la décision des syndicats allemands « En Allemagne fédérale, aucun des syndicats de branche dont relève la fabrication de matériel militaire ne revendique un développement de la politique d'armement pour défendre l'emploi, à la bonne heure ! Le XII^e Congrès de l'IG-Metall (1977) a condamné des comités d'entreprise qui avaient constitué un groupe de pression pour obtenir davantage de commandes militaires pour leurs usines. »

● Les armes contre le droit

En décembre 1982, le *Journal officiel* publiait un amendement au Code du travail sous les signatures de F. Mitterrand, P. Mauroy, C. Fitemann, Y. Roudy, E. Cresson, J. Auroux, qui spécifie que « les dispositions (...) du Code du travail ne font pas obstacle aux dispositions législatives et réglementaires sur la protection du secret des informations intéressant la défense nationale. » C. Hemu n'avait plus qu'à signer les décrets. Le code de sécurité militaire prend ainsi le pas dans les industries d'armement sur le Code du travail. Se développe alors un extrême cloisonnement dans les usines, des zones, classées de manière arbitraire par la hiérarchie militaire « secret défense », sont interdites d'accès aux délégués du personnel ou du CHS, sauf à déposer un préavis souvent supérieur à quarante-huit heures... Le personnel, travaillant sur les équipements militaires, est soumis à « habilitation » par la Sécurité militaire, développant de ce fait une politique d'interdits professionnels. Les dossiers constitués ne sont accessibles à personne, les causes de retrait d'habilitation ne sont même pas connues des intéressés, l'arbitraire est total. Des militants syndicaux et politiques travaillant depuis des années sur certains matériels sont interdits

de travail à la Thomson ou au Commissariat à l'énergie atomique.

DESARMER ET RECONVERTIR : LES OBSTACLES

Au plan du développement comme des libertés, la fin du militarisme apparaît comme un des grands défis auxquels doit impérativement répondre le mouvement ouvrier international, les problèmes de la reconversion en constituent une dimension essentielle. Il est d'autant plus urgent de répondre à ce défi que les politiques reaganiennes, censées selon leurs auteurs dégager une issue capitaliste à la crise capitaliste, impliquent peut-être au bout du chemin la substitution à la guerre économique de tous contre tous de la guerre tout court.

Nous l'avons déjà largement détaillé plus haut, à propos du complexe militaro-industriel français, toute politique de désarmement radical et de reconversion, amène à une confrontation centrale avec ce qui constitue le cœur du dispositif, les ingénieurs-généralistes de la Direction générale de l'armement, et les généraux tout court. C'est dire l'ampleur du rapport de forces nécessaire pour se confronter à ce qui, de tout temps, a constitué le centre du dispositif contre-révolutionnaire de la bourgeoisie.

Ce corps d'ingénieurs-généralistes de la Direction générale de l'armement, et son homologue des états-majors, tient ses privilèges et sa situation de l'existence : d'un armement nucléaire français ; d'un puissant complexe militaro-industriel ; du rôle second mais essentiel que joue la France dans le dispositif général de l'impérialisme ; de sa capacité à mettre en œuvre un système d'armes articulé nécessitant une forte professionnalisation. Un corps installé au cœur même de l'Etat, et dont toute la base matérielle du pouvoir et de la prospérité dépend de celle du complexe industriel de l'armement. Enfin, un corps qui, issu des écoles spécialisées mises en place à cet effet, dispose des instruments d'une homogénéisation, politique et idéologique, sur la base du maintien de l'état de fait intérieur et néo-colonial, encore renforcée par les principes de cooptation qui existent au niveau de la haute hiérarchie militaire. C'est à ce corps homogène, déterminé, instruit des rouages essentiels de l'appareil d'Etat, que toute politique radicale de désarmement et de reconversion devra se confronter. L'osmose est ici réalisée entre la classe dirigeante et ces « grands commis de l'Etat » que sont les généraux, comme l'expliquent B. Rosier et P. Dockès : « Pour comprendre les relations entre l'Etat, le capital financier, la constitution des groupes industriels, la pénétration des capitaux des groupes multinationaux, il faut enfin mettre l'accent sur les hommes. La haute classe des propriétaires et des gestionnaires du capital, descendants ou non des dynasties bourgeoises du XIX^e siècle ou du début du XX^e, inclut de fait les grands commis de l'Etat et les dirigeants du secteurs nationalisés. Il y a certes « compromission » de serviteurs de l'Etat avec des intérêts privés, mais il y a surtout fusion des deux sphères : la frontière public-privé n'existe pas pour cette aristocratie bourgeoise. Grâce au jeu des alliances matrimoniales ou économiques, aux trajectoires



par les grandes écoles, aux connivences, aux solidarités parfois souterraines, elle se soude et se reproduit sur une échelle de plus en plus transnationale. Pour comprendre les concentrations, la lecture du « Who's who » reste indispensable. Une généalogie des généraux à plus de deux étoiles en rendrait largement compte. Dans l'analyse même, on a pu voir quel rôle clé joue le militarisme dans l'accumulation du capital. Source de relèvement du taux de profit, critère essentiel aux capitalistes, jouant dans les modèles stratégiques des capitalistes eux-mêmes le rôle de « vache à lait », on comprendra facilement que les prêches humanistes resteront à eux seuls lettre morte devant le mur d'argent. Force est donc de constater le caractère utopique de toute volonté de désarmement et de reconversion qui voudrait faire l'économie de la rupture avec le système économique actuel, une accumulation capitaliste « vertueuse » sur ce plan est une pure vue de l'esprit.

Confrontation à l'Etat, nécessité de la rupture, autant d'éléments qui n'impliquent nullement l'abandon de la perspective, vitale, du désarmement et de la reconversion, mais servent à tracer les contours de cette montagne que le mouvement populaire doit déplacer.

● L'obstacle technologique ?

Enfin, problème délicat, celui de la technologie développée dans les industries d'armement, rendant leur reconversion complexe. Toute lutte ouvrière radicale dans ce secteur, à propos de l'emploi notamment,

loin de pouvoir « faire du LIP » spontanément, « on fabrique, on vend, on se paye... », est nécessairement confrontée au problème de la reconversion. Celle-ci, argumentée du point de vue de l'intérêt de produire des équipements socialement utiles, et de l'existence massive de besoins sociaux non satisfaits, peut constituer un argument essentiel au renforcement de la mobilisation. De la même manière, une argumentation substantielle sur les problèmes de reconversion est nécessaire à tout programme d'action, quand celui-ci plaide, justement, en faveur d'un système économique dont le centre soit non le profit, mais la satisfaction des besoins collectifs et individuels de la communauté des travailleurs associés.

Le problème de la reconversion ne se limite pas à transformer une fabrique de tanks en fabrique de tracteurs. Le constat qu'il existe en France deux fabricants d'avions, l'un civil, l'Aérospatiale, l'autre militaire, Dassault, l'échec de ce dernier dans le civil (Mercure), laissent penser que les synergies industrielles entre civil et militaire dans le domaine de l'avionique sont très limitées. Le constat est souvent fait de la dérive technologique accélérée des industries d'armement. Ainsi, la part des équipementiers, en particulier électronique, passe pour des avions militaires français de 5 % du prix total en 1950, à plus de 50 % à la fin des années quatre-vingt... Dans l'aéronautique civile, la tendance va en sens inverse. Un rapport de l'ONU ne conclut-il pas, en 1978, que cette course à l'innovation a pour conséquence le fait que les dérivés civils des programmes militaires vont en se raréfiant. La reconver-

sion pose le problème général de l'utilité des qualifications développées dans le militaire du fait de la dérive technologique déjà notée. A ce propos, nous citerons, faute de mieux, une étude réalisée aux Etats-Unis en 1968 qui analysait les 127 tâches différentes que nécessite la production dans l'industrie aéronautique militaire. Vingt-huit s'avèrent être des métiers de base manuels équivalents de ceux existant dans des productions civiles. Quatre-vingt-treize apparaissent comme assimilables à des métiers reconnus dans le civil. Six enfin nécessiteraient une adaptation de la qualification d'une durée moyenne de six mois. Les difficultés semblent plus grandes dans la recherche et développement, une autre étude américaine émet l'hypothèse que seulement 13 % du personnel concerné pourrait retrouver un travail strictement équivalent dans le civil. L'immense bureaucratie engendrée par l'essor des complexes militaro-industriel pose les problèmes les plus aigus.

● Planification et démocratie

Problèmes de reconversion qui, en tout état de cause, posent ceux de la définition des besoins sociaux, nécessitant la mise en œuvre d'un vaste programme, dont l'élaboration même ne saurait appartenir aux seuls travailleurs de l'armement. Ceux-ci, à partir des compétences techniques qu'ils ont accumulées, y jouent un rôle de proposition essentiel. Mais un tel programme renvoie à la nécessité d'une réflexion, basée sur l'instauration d'une démocratie radicale à l'échelle de la société toute entière, ce que, même si le mot a été galvaudé, nous pourrions appeler une planification démocratique.

DESARMER ET RECONVERTIR : EXPERIENCES ET DEBATS

Il est difficile d'avoir un point de vue très affirmé sur les questions de reconversion, dans la mesure, précisément, où les expériences réelles dans ce domaine sont très limitées.

● L'après-guerre

Souvent citée : l'expérience d'après-guerre, la période 1945-1950. Il s'est agi alors de « reconvertir » l'énorme appareil productif mis en œuvre au service de la production militaire par les pays belligérants. Cette expérience, à notre sens, ne peut être assimilée aux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. La raison en est qu'il s'est agi du passage d'une économie de guerre à celle dite de réarmement permanent. Dans le cadre de l'économie de guerre, c'est l'ensemble du système productif qui est mobilisé à des fins de production militaire, une sorte de fordisme où la plus grande masse du pouvoir d'achat est entre les mains de l'Etat. Cela s'accompagne toujours d'éléments sérieux de dégradation des conditions d'exploitation de la force de travail, quand il ne s'agit pas purement et simplement de sa militarisation. Le passage à l'économie de guerre a permis en 1940 de trouver une sortie à la longue dépression 1929-1939, en instaurant un « nouvel ordre productif ». Celui-ci s'est fondé sur l'instauration du leadership incontesté des Etats-Unis, sur la défaite ouvrière marquée princi-

palement par l'installation mondiale du taylorisme, et l'expansion généralisée du modèle fordiste et des politiques interventionnistes d'Etat de type keynésien. C'est à ce titre que la guerre est toujours une issue possible à toute crise capitaliste pour permettre l'installation d'un nouvel ordre productif mondial. La spécificité même de cette situation rend toute généralisation à partir de ce modèle impraticable, sauf à vouloir seulement démontrer qu'une chaîne taylorisée de fabrication de blindés peut devenir une chaîne taylorisée de production d'automobiles, ce qui semble aller de soi puisque tel était l'objectif poursuivi par le capital. Cette expérience de l'après-guerre a d'ailleurs donné lieu à des théories économiques, dont celle de Seymour Melman, développant la thèse d'une accumulation capitaliste « vertueuse », à même de se priver de l'apport du militarisme, et développant la notion d'un nouveau développement possible à partir de cet abandon. Si le militarisme et ses effets économiques néfastes y sont justement dénoncés, dérive inflationniste, dégradation de l'emploi, il n'en reste pas moins, comme nous avons essayé de le démontrer brièvement dans les pages précédentes, qu'une telle vertu reste hors de portée du capital dans son ensemble.

● Défense nationale ?

Une autre approche est celle, en France, du PCF, et de la CGT. Cette approche fait figurer en son centre la notion « d'indépendance nationale » et « d'intérêt national ».

Elle part d'une conception erronée du capital à l'échelle mondiale, comme se résumant à la somme ou la juxtaposition de capitalismes monopolistes d'Etat nationaux, aboutissant en fait à nier une contradiction décisive, celle entre la logique mondiale qui anime le capitalisme et la persistance des Etats-nations. Elle en déduit la nécessité d'avancer en permanence la perspective d'un développement du capital « français », basé sur la technologie « française », résumé par le mot d'ordre « produire français ». Dans le domaine de l'armement, cette logique parvient rapidement à des résultats catastrophiques. Au plan politique, elle débouche sur la perspective d'une alliance nécessaire entre les patrons français non inféodés au « parti de l'étranger » et la classe ouvrière, une version renouvelée de la politique d'union nationale. Au plan de la production des armes, elle aboutit au soutien de fait de l'impérialisme français.

C'est ainsi qu'on peut lire dans une brochure traitant du désarmement, issue du centre confédéral d'études économiques de la CGT, datée de décembre 1987 : « La force nucléaire française (...) avait pu représenter une certaine indépendance de la France à l'égard de la politique des blocs militaires, notamment de l'Alliance atlantique (...) », « La CGT n'a jamais séparé sa lutte pour le désarmement de sa volonté de voir garantir l'indépendance de la France. (...) Ce ne sera que par l'existence d'une défense authentiquement nationale dans sa direction, dans sa politique, dans sa base industrielle (fabrication française), que la France pourra s'inscrire (...) dans la voie du désarmement... » C'est ainsi que l'argument de l'autonomie industrielle de la France pour les fabrications d'armes devient le leitmotiv de toute défense de l'emploi dans ce secteur, d'où la conclusion qui s'impose : il faut

« lutter pour un avion de combat franco-français (...) et il en va de même pour le char, l'hélicoptère, les moyens de détection aéroportés (...). » Cette prose, et ses conséquences dans l'agitation et la propagande, permettront au *Nouvel Economiste*, journal oh combien « bourgeois », d'écrire en septembre 1985 : « Les industriels français, soutenus par les organisations syndicales, CGT en tête, semblent néanmoins satisfaits : "La France est le seul pays (d'Europe) à pouvoir concevoir et réaliser seule un avion de combat". » Ni dans les documents du PCF, ni dans ceux de la CGT, on ne trouvera donc de proposition sérieuse et globale de désarmement et de reconversion, car le seul problème qui se pose est qu'« entreprise par entreprise, chacune des organisations de la CGT, avec les salariés, définisse des revendications qui ouvrent la voie à un rééquilibrage des activités civiles et militaires. » C'est-à-dire une politique de diversification dont les capitalistes eux-mêmes ne se privent pas, il n'est qu'à voir l'exemple de la SNECMA, qui, de fabricant exclusif de réacteurs pour les avions Dassault, est devenue un des leaders mondiaux de ce domaine avec son réacteur pour avion civil CFM56.

● Lucas aerospace

Reste donc une expérience, sans doute la plus avancée connue à ce jour, celle des travailleurs de l'entreprise britannique d'aéronautique Lucas-Aerospace, dans la deuxième moitié des années soixante-dix. Cette mobilisation pour une reconversion destinée à sauver l'emploi débute en 1974, date de l'arrivée des travaillistes au pouvoir, et au moment où, pour rompre avec l'éclatement dû au syndicalisme de métier (il y avait 13 syndicats différents à Lucas), se développe une organisation horizontale, les *Shop Stewards Committees* (« comités de délégués d'ateliers »), propres à chaque établissement, puis un rassemblement de ces comités dans le cadre d'un « comité central des comités de délégués d'ateliers » au niveau de l'entreprise. A la suite de défaites sur l'emploi, les effectifs de Lucas étant passés de 18 000 à 13 000, le « comité central » décide de rompre avec le faux choix entre « production militaire ou agence pour l'emploi », et revendique « le droit à l'emploi mais aussi le droit d'utiliser l'outil de production et les qualifications de la force de travail pour produire des biens qui bénéficieront à la communauté toute entière ». Le « comité central » décide donc de mettre au point, en toute indépendance, son propre plan de reconversion. Loin de se limiter à une liste de produits susceptibles de sortir des ateliers de la Lucas, il aborde nombre de problèmes centraux de toute reconversion :

- ◇ la technologie, et son extrême sophistication dans le militaire, la recherche de technologies intermédiaires, permettant à la fois de préserver l'emploi des salariés de Lucas, et d'offrir des produits utiles pour le tiers monde notamment ;
- ◇ le constat de l'existence de nombreux besoins sociaux non satisfaits, en matière de transport, santé etc. ;
- ◇ la volonté de créer des matériels remplaçant l'homme dans les travaux pénibles ou dangereux ;
- ◇ une critique poussée de la division du travail et du taylorisme, refusant les tendances à la déshumanisa-

tion du travail ;

- ◇ une contestation de la « rentabilité » pour y substituer la notion de satisfaction des besoins ;
- ◇ la contestation de la légitimité du pouvoir patronal dans l'entreprise, le « comité central » déclarant : « Il ne peut pas y avoir de démocratie industrielle s'il n'y a pas transfert réel de pouvoir aux travailleurs. » Tout en refusant toute cogestion : « le comité (...) n'est pas prêt à partager l'administration des moyens de production et la production de produits qu'il trouve aberrants ». C'est la menace des licenciements qui va permettre l'essor d'une mobilisation ouvrière importante en soutien au « contre-plan » et pour la défense de l'emploi. Cette mobilisation débordera le cadre de l'entreprise, dans les municipalités, les associations locales. La direction de Lucas, tout en refusant de prendre le contre-plan en considération, sera amenée à ne pas prononcer les licenciements. Cette expérience aura un grand écho dans le mouvement ouvrier britannique. (Citations extraites de l'article de C. Casassus et J. Clark, in *Sociologie et Politique*).

On peut trouver dans cet exemple l'illustration d'une démarche qui combine la mobilisation des salariés dans l'entreprise pour défendre l'emploi, une logique d'extension et de popularisation, et des éléments significatifs de rupture avec ce qui constitue la base même de la logique du système économique en place et du pouvoir patronal. Sans doute est-ce là une forme possible d'un « LIP » dans l'armement. N'est-ce pas ce que nous pourrions appeler un « bon contre-planisme » ?

Henri Viguiier

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- ◆ Pierre Dussauge *L'Industrie française des armes*, Economica

Ouvrage essentiel pour connaître la structure du complexe militaro-industriel français. A consulter impérativement sur ce point.

- ◆ Jacques Fontanel *L'Economie des armes*, La Découverte.

- ◆ Jean-Paul Hebert *les Ventes d'armes*, Syros.

Ces deux derniers ouvrages sont à lire sur la question des ventes d'armes, ils comportent par ailleurs des éléments intéressants sur la reconversion.

- ◆ Ernest Mandel, *le Capitalisme du 3^e âge*, 10/18 ;
- ◆ Rosa Luxemburg *L'Accumulation du capital*, Maspero.

- ◆ B. Rosier, P. Dockes *Rythmes économiques...*, La Découverte.

Trois ouvrages essentiels de toute façon.

- ◆ Jean Ziegler, *les Délices de la raison d'Etat*.

Pamphlet savoureux, rédigé par un ex-membre de la direction de l'Internationale socialiste, contre la politique menée de 1981 à 1986 en France.

- ◆ Pierre Juquin, *Fraternellement libre*.

Et aussi

Le Monde diplomatique, *le Nouvel Economiste*, *l'Usine nouvelle*, *Sociologie et Politique*, *Documents du Centre d'études économiques de la CGT*, les dossiers de discussion de la campagne Juquin (article désarmement et reconversion de G. Girondeau), etc.

Le marxisme aux Etats-Unis

Remarques sur un livre de Paul Buhle

ENZO TRAVERSO

MARXISM in the USA*, de Paul Buhle, représente une bonne occasion pour s'approcher d'un domaine encore largement méconnu en Europe. Des ouvrages importants ont déjà été consacrés à ce thème, mais il s'agit dans la plupart des cas d'études universitaires¹ ; la démarche de Buhle, en revanche, est celle d'un historien militant, pour lequel reconstruire l'itinéraire de la pensée marxiste aux Etats-Unis signifie avant tout contribuer à la recomposition de la mémoire historique du mouvement ouvrier.

Il refuse l'idée, assez répandue en Europe, selon laquelle la classe ouvrière américaine serait politiquement arriérée et amorphe. S'il est vrai que, jusqu'à maintenant, elle n'a pas créé des organisations comparables par leur poids social et politique aux partis communistes et aux social-démocraties d'Europe occidentale, il serait faux d'y voir la preuve irréfutable de son amériatation politique et idéologique. Déjà au siècle dernier, les socialistes américains s'étaient confrontés à de nombreux problèmes stratégiques — l'immigration, le racisme, etc. — que le mouvement ouvrier en Europe a découvert seulement dans les dernières décennies. Contre l'historiographie qui a toujours souligné l'incapacité des socialistes à briser le bipartisme américain, fondé sur deux pôles interchangeables exprimant les intérêts du grand capital, Buhle met en valeur la richesse de la tradition révolutionnaire de ce pays, qui peut être pleinement saisie à condition de laisser de côté les lunettes européennes, trop souvent utilisées pour regarder au-delà du Vieux Monde.

Cependant, cette « différence » du mouvement ouvrier américain, que Buhle considère comme allant de soi, demande une explication. De ce point de vue, l'approche de Mike Davis me semble beaucoup plus féconde. Elle refuse à la fois la conception classique du socialisme américain comme une « version arriérée » du socialisme européen et la théorie de l'*american exceptionalism* (Perlman, Commons), qui voit dans le trade-unionisme de Samuel Gompers le « destin naturel » du prolétariat des USA. Selon Davis, cette « différence » est avant tout le produit de

« l'impact cumulatif d'une série de défaïtées historiques de la classe ouvrière² » (en particulier le maccarthysme), mais relève aussi de certaines spécificités dans le processus de formation du prolétariat : en Europe, le mouvement ouvrier se forme à travers l'expérience des révolutions bourgeoises (1848), tandis qu'aux Etats-Unis les institutions démocratiques sont préexistantes à sa naissance ; la bourgeoisie américaine, qui eut l'avantage de ne pas se heurter à l'Ancien Régime, était socialement et culturellement hégémonique au XIX^e siècle, ce qui entraînait une affirmation indépendante de la classe ouvrière ; le prolétariat américain, qui connaît la répression de la police patronale (la Pinkerton) mais non pas le massacre de la Commune de Paris, ne voit pas clairement l'Etat comme ennemi de classe ; finalement, la classe ouvrière américaine est divisée dès ses origines par une hiérarchie ethnique, où le travailleur natif, protestant et qualifié (*skilled*) s'oppose au travailleur noir et à l'immigré, *unskilled*, et souvent catholique (irlandais, polonais, italien, etc.) ou juif. Cela dit, Buhle remarque à juste titre que le socialisme américain s'est développé dans une société ethniquement et culturellement pluraliste. Il souligne sa diffusion parmi les immigrés : aux paysans italiens, aux *luftmenshn* juifs, aux millions de parias arrivés de toute l'Europe sud-orientale, le marxisme présentait l'Amérique comme une « terre promise » qu'ils auraient dû transformer en « paradis socialiste multi-culturel » (p. 15). Selon Buhle, le marxisme ne pouvait pas s'implanter chez les immigrés comme véhicule d'assimilation, mais plutôt comme culture radicale à la fois internationaliste et nationalitaire, capable de mettre en valeur la dimension ethnique liée à la condition même de la classe ouvrière immigrée. Si l'on refuse cette interprétation, le développement des courants socialistes parmi les Allemands, les Irlandais, les Juifs ou les Italiens, entre la fin du siècle dernier et la Seconde Guerre mondiale, devient incompréhensible.

A côté du radicalisme des immigrés, Buhle redécouvre la tradition socialiste des Américains natifs, imprégnée de spiritualisme, de millénarisme et d'égalitarisme

chrétiens. Les utopies libertaires, importées dans le Nouveau Monde comme une sorte de mauvaise conscience du protestantisme bourgeois, nourrirent de sensibilité religieuse les mouvements radicaux natifs ; le socialisme chrétien n'eut pas une large diffusion au sein du prolétariat industriel (syndicalisé et formé souvent d'immigrés), mais s'enracina profondément chez les femmes et les Noirs. D'après Buhle, il faudrait considérer ce filon théorique du radicalisme américain (Lippard, Ward) comme une version *ante litteram* de la théologie de la libération (p. 65).

Au tournant du siècle, les principaux théoriciens marxistes de langue anglaise étaient Louis Boudin et Daniel de Leon. Le premier s'imposa à l'attention en publiant *The Theoretical System of Karl Marx* (1907), un ouvrage où la sous-consommation était saisie comme l'aspect fondamental des crises cycliques du capitalisme. Mais sa contribution la plus originale et créative demeure la « théorie du gaspillage », qui voit dans les dépenses improductives et antisociales du capitalisme (le militarisme, le colonialisme, la bureaucratie, etc.) les conditions de sa survie. Cette réflexion théorique marquera par la suite les élaborations de P. Barn et P. Sweezy, dont l'ouvrage le plus connu, *le Capital monopoliste* (1966), se fonde sur les mêmes prémices méthodologiques.

De Leon fut un dirigeant du Socialist Labor Party et le fondateur du premier journal radical de langue anglaise d'une certaine importance, l'hebdomadaire *The People*. Son interprétation du marxisme était marquée par le social-darwinisme et l'évolutionnisme spencerien auquel il devait sa formation culturelle. Il concevait le socialisme sur le modèle de la *gens* décrite par l'anthropologue Lewis Morgan et prévoyait la transition au socialisme en Amérique comme la conséquence naturelle du développement économique. Toutefois, l'œuvre de De Leon n'est pas dépourvue d'intuitions intéressantes : par exemple, il saisit assez rapidement le processus de bureaucratisation au sein du mouvement ouvrier et comprit que les appareils syndicaux auraient pu jouer un rôle conservateur, de frein à la mobilisation spontanée des travailleurs. En Europe, seul Rosa Luxemburg et, en dehors d'une optique

marxiste, le sociologue allemand Robert Michels développèrent une réflexion analogue avant 1914. A l'école de De Leon se forma la principale figure du Parti communiste des origines : l'intellectuel italo-américain Louis Fraina. D'après Buhle, son adhésion à l'internationalisme léniniste et à l'idée des conseils ouvriers se combinait à une grave sous-estimation du pluralisme culturel de la société américaine. Attitude qui, par ailleurs, était partagée par le Parti communiste dans son ensemble. La révolution d'Octobre avait suscité les espoirs des immigrés, mais le Parti communiste fit preuve d'une incompréhension de fond de l'importance des traditions révolutionnaires des Noirs, des femmes et, plus généralement, des groupes ethniques minoritaires. Après l'échec de la grève de l'acier, en 1919, cette limitation pesa lourdement sur l'évolution du communisme aux Etats-Unis. Probablement le garveysme fut aussi la conséquence de cette limitation stratégique. Pendant les années vingt, le PC américain était presque exclusivement blanc et, comme l'a souligné J. P. Cannon, il abordait la question noire « avec une théorie dépassée, une orientation faussée ou indifférente et l'adhésion, à titre individuel, de quelques Noirs de tendance radicale³ ». Jusqu'à ce qu'ils considèrent les Noirs uniquement comme un secteur de la classe ouvrière, et non pas aussi comme une communauté opprimée, les communistes se bornèrent à observer de l'extérieur les grandes mobilisations inspirées par le révérend Marcus Garvey. Un tournant eut lieu en 1928 lorsque le VI^e Congrès du Komintern lança le mot d'ordre d'autodétermination pour les Noirs américains. Aussitôt, les communistes se transformèrent en parti de la *black liberation* et s'imposèrent bientôt comme la force hégémonique au sein de la population noire. Ce tournant fut la condition nécessaire pour la rencontre, dans l'Amérique ébranlée par la grande crise, de l'intelligentsia noire et du marxisme. Le fruit le plus original et le plus intéressant de cette symbiose fut sans doute l'œuvre de W. E. B. Dubois, *Black Reconstruction* (1936), où les Noirs paraissent pour la première fois comme des acteurs et non plus comme des figurants de l'histoire américaine.

La radicalisation des intellectuels noirs ne fut pas un phénomène isolé. Sous l'impact de la crise et des puissantes mobilisations ouvrières qui s'ensuivirent, toute la culture américaine vira à gauche en s'approchant du marxisme. L'influence profonde exercée par le socialisme sur les intellectuels est attestée par un grand nombre de revues de l'époque. Buhle met en valeur la figure de Victor F. Calverton, le directeur de *Modern Quarterly*, une revue ouverte aux avant-gardes artistiques, au féminisme, à la psychanalyse et opposée au réalisme socialiste défendu par la stalinienne *New Masses*. Mais la composante la plus significative et la plus féconde de la culture socialiste américaine de l'entre-deux-guerres était représentée par la *Partisan Review*. Cette revue prônait une forme de modernisme radical basé sur le principe de la liberté la plus absolue dans le domaine de la création artistique et littéraire ; une orientation qui fut parachevée en 1938, avec la publication du « Manifeste pour un art révolutionnaire et indépendant » de Trotsky et André Breton. Produit de la rencontre d'un groupe d'intellectuels juifs issu du milieu du *Menorah Journal* (H. Solow, E. Cohen, L. Trilling) et d'autres marxistes indépendants (E. Wilson, P. Rahv, J. T. Farrell), *Partisan Review* constituait un espace ouvert au débat de la gauche révolutionnaire. Cet esprit indépendant et combatif l'amena à dénoncer les procès de Moscou et à soutenir la commission d'enquête présidée par John Dewey qui prit la défense de Trotsky face aux accusations staliniennes⁴.

Parmi les marxistes de cette époque, Buhle souligne l'importance de Sidney Hook, qui développa une réflexion philosophique néo-hégélienne marquée par l'influence de Lukacs et Korsch. En revanche, il passe sous silence l'œuvre de Max Eastman, traducteur anglais de Trotsky et figure historique du radicalisme américain. A mon avis, ses écrits, imprégnés de pragmatisme et marqués par le refus de la dialectique, ne peuvent pas être ignorés puisqu'ils sont révélateurs d'une tendance profondément enracinée dans la tradition marxiste américaine.

De toute cette pléiade d'intellectuels, presque aucun ne restera lié au mouvement ouvrier après la Seconde Guerre

mondiale. Ils connaîtront vite une déradicalisation profonde qui amènera beaucoup d'anciens communistes vers une attitude conservatrice, voire maccarthyste. Parmi les rarissimes intellectuels qui demeurèrent marxistes et révolutionnaires, je voudrais rappeler l'historien et philosophe George Novack, que Buhle cite incidemment mais qui aurait bien mérité de se voir consacré quelques pages dans un livre intitulé *Marxism in the USA*. Buhle situe symboliquement en 1940 — l'année de la mort de Calverton et de la publication du manifeste de Lewis Corey (Fraina) sur la « mort du marxisme » — le tournant dans le rapport entre le socialisme et les intellectuels aux Etats-Unis. Cette périodisation peut être acceptée, mais elle est expliquée en termes tout à fait simplistes et réducteurs : dire que « entre les années trente de gauche et les années cinquante conformistes s'était passé quelque chose qui avait contribué à baisser le niveau du débat politique » (p. 183) me paraît franchement insuffisant. Il faut donner un nom à ce « quelque chose ». En réalité, les symptômes d'une déradicalisation des intellectuels s'étaient déjà exprimés avant la guerre et ils étaient le produit d'un phénomène dont Buhle semble sous-estimer l'importance : le stalinisme. Deux événements en particulier parsemèrent la déception et le désengagement chez les intellectuels : les procès de Moscou et le pacte germano-soviétique de 1939. L'involution réactionnaire de l'intelligentsia confrontée à la réalité du stalinisme est reflétée de manière paradigmatique, me semble-t-il, par le cheminement de James Burnham (bien connu pour sa théorie de la « révolution de techniciens » et pour les critiques que lui adressa Trotsky). Pourtant, Buhle a raison de souligner que le marxisme de beaucoup d'intellectuels était superficiel et ne se distinguait pas qualitativement par rapport aux courants libéraux et progressistes préexistants. Pendant les années trente, la culture *liberal* put devenir de gauche tout en restant fidèle à elle-même, surtout grâce à la politique de soutien critique au New Deal, suivie par le Parti communiste sous la direction de Browder (une attitude qui n'était que la traduction américaine de la stratégie des fronts populaires). A ce propos, Buhle souligne le

De toute beauté, la révolution

caractère non marxiste d'un ouvrage comme *The Rise of American Civilization* (1930), de Charles Beard, où la classe ouvrière et les Noirs étaient pratiquement rayés de l'histoire des Etats-Unis, réduite en termes matérialistes vulgaires au processus de développement industriel.

La déception des intellectuels annonçait une rupture plus profonde de la tradition socialiste du mouvement ouvrier qui sera parachevée par le maccarthysme pendant les années cinquante (après une dernière vague de luttes ouvrières en 1947). Buhle reconnaît que, pendant cette nouvelle phase, le trotskysme fut le seul courant du mouvement ouvrier qui réussit à sauvegarder une continuité de la pensée marxiste jusqu'à la naissance de la nouvelle gauche dans les années soixante. Parmi ses précurseurs, il place, à côté des trotskystes, les intellectuels de l'Ecole de Francfort. En particulier, il souligne l'importance de deux livres : dans *Dialectique de la raison* (paru en traduction anglaise en 1949), Horkheimer et Adorno avaient mis en lumière les racines profondes du nazisme dans l'*Aufklärung* du monde occidental et leur ouvrage trouva un large accueil, quinze ans après, dans les mouvements anti-autoritaires des étudiants ; de son côté, la lecture marcusienne de Freud (*Eros et civilisation*, 1955) établit les bases d'une symbiose entre le marxisme et la psychanalyse qui marquera toute l'expérience du féminisme américain.

Le radicalisme de la New Left, alimenté par les révoltes des ghettos noirs, par l'opposition étudiante à la guerre du Vietnam et par le féminisme, réussit à dépasser certaines limitations du socialisme de l'entre-deux guerres. A ce propos, Buhle porte le jugement suivant : « La nouvelle gauche commença là où l'ancienne s'était arrêtée : avec la question raciale et avec la culture populaire. Elle réinventa la question de la femme là où le Socialist Party avait échoué. Elle fut porteuse d'une critique morale et spirituelle de l'impérialisme qu'aucun mouvement léniniste n'avait été capable de formuler. Surtout, elle récupéra une utopie qui depuis les années vingt avait été regardée comme pathétique et indigne de considération révolutionnaire, mais qui resta profondément enracinée dans le caractère américain. »

(p. 256-257) Malgré ces potentialités, la nouvelle gauche avait des limites majeures : elle mobilisait les étudiants, les intellectuels, les Noirs et les femmes, mais ne fut pas le détonateur d'une révolte ouvrière (il s'agit d'une différence fondamentale non seulement avec les luttes des années trente mais aussi avec la nouvelle gauche européenne).

Toute la recherche de Buhle est traversée par une idée fondamentale que l'on pourrait résumer en ces termes : aux Etats-Unis, le marxisme n'a jamais été — sauf peut-être durant les années trente — la culture hégémonique du mouvement ouvrier, mais il s'est ancré plutôt chez les minorités et les groupes opprimés (les immigrés, les Noirs, les femmes, etc.). D'après Buhle, aux Etats-Unis, le marxisme a représenté avant tout « un véhicule des outsiders », des « exclus » (p. 101). Il écrit que le thème de l'avènement d'une « société démocratique, multiraciale, multiculturelle et sexuellement égalitaire » parcourt comme un fil conducteur toute l'histoire du marxisme américain (p. 258). Il me semble qu'une simple énumération rapide des principaux marxistes suffit à confirmer cette thèse. A l'exception de quelques natifs (J. Reed, M. Eastman, auxquels il faut ajouter, pour son importance, le dirigeant ouvrier E. Debs), on trouve surtout des immigrés, des femmes et des représentants des groupes ethniques minoritaires : un Latino-Américain (D. de León), des Noirs (W. E. B. du Bois, C. L. R. James), des Irlandais (J. P. Cannon, J. T. Farrell), des Allemands (F. Sorge, E. Weydemayer, P. Mattik, H. Marcuse, K. Korsch), des Italiens (E. Giovannitti, L. Fraina), une foule de Juifs d'origine est-européenne (A. Cahan, L. Boudin, S. Hook, J. Burnham, M. Schachtman, F. Morrow, H. Hiss, P. Baran, P. Rahv, G. Novack) et des féministes (E. Reed, R. Dunayevskaya). Comme l'a souligné Mike Davis, ce n'est pas l'anglais mais l'allemand et le yiddish qui ont été les langues dominantes dans l'histoire du marxisme aux USA⁵.

Enzo Traverso

* Paul Buhle, *Marxisme in the USA. Remapping the History of the American Left*, Verso, London, 1987.

1. Par exemple, Daniel Bell, *Marxian Socialism in the United States*, Princeton University Press, 1968. Plus intéressantes sont à mon avis les études de David Herreshoff, *The Origins of American Marxism ; From the Transcendentalists to De Leon*, Monad Press, New York, 1973. Et Cristiano Campporesi, *Il marxismo teorico negli USA*, Feltrinelli, Milano, 1973.

2. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream. Politics and Economy in the History of the US Working Class*, Verso, London, 1986, p. 7.

3. James P. Cannon, *I primi dieci anni del PCUSA*, Jaca Book, Milano, 1977, p. 266, cf. aussi l'ouvrage fondamental de Mark Naison, *Communists in Harlem During the Depression*, University of Illinois Press, Urbana, 1983.

4. Voir à ce propos Daniel Aron, *Writers on the Left*, Oxford University Press, New York, 1977, et l'ouvrage récent de notre camarade Alan Wald, *The New York Intellectuals. The Rise and Decline of the Anti-Stalinist Left from 1930's to 1980's*, University of North Carolina Press, Chapel Hill/London, 1987.

5. M. Davis, *Prisoners of the American Dream*, p. 44.

André Breton

De toute beauté, la révolution

DIDIER HANNE

LORS de la campagne récente pour l'élection présidentielle, certains d'entre nous ont été frappés par l'heureuse initiative de Pierre Juquin qui terminait la plupart de ses réunions publiques par la lecture ou la récitation d'un poème. On va nous soutenir, sans doute, que ce geste entretient quelques rapports avec l'éclectisme auquel, par la suite, le candidat fit des concessions. Mais brisons là avec les pisse-froid de la politique, même révolutionnaire : s'il est exact que dans ses dernières apparitions, notamment télévisées, le visage terne d'une gauche « bon chic-bon genre » menaçait de s'imposer, au point de faire écran au radicalisme initial, nous prétendons que ces glissements n'ont rien à voir avec la porte entrouverte à la poésie par Pierre Juquin dans ses meetings.

L'édition des œuvres complètes d'André Breton dans *La Pléiade*, confiée par Gallimard aux bons soins et à l'érudition mêlée de chaude sympathie pour son sujet de Marguerite Bonnet, relance un débat auquel, par son histoire, notre mouvement a su participer et qu'il est bon de ne jamais prendre de haut : *La poésie peut-elle s'accorder à la révolution ?* Ont-elles un intérêt réciproque à l'union, ou s'agirait-il d'une profonde mésalliance ? Est-il possible de conjuguer l'une et l'autre, ou faut-il se contenter de les pratiquer comme deux activités tout au plus parallèles, au moyen d'un cloisonnement strict analogue à la palissade qui ménage un partage commode entre vertus publiques et vices privés ? Que ces questions puissent encore être posées n'attirera sans doute que des sarcasmes du côté de ceux chez qui l'adhésion au marxisme s'est insensiblement muée en une sorte de cléricisme militant qui croit avoir trouvé la condition de son efficacité dans la négation de toute activité poétique, rangée pour les besoins de la cause au rayon « sentimentalisme » du magasin des accessoires du mode de vie bourgeois.

Un phénomène de rejet dont ils ne sauraient être tenus pour entièrement responsables, dans la mesure où il renvoie évidemment aussi à l'âpreté de la lutte des classes dont les exigences décapantes au quotidien peuvent, si on n'y prend pas garde, aboutir à dépouiller ses acteurs, quand bien même ils se sont rangés du bon côté de la barri-

cade, de toute la charge utopique et de l'énergie transformatrice dont ils étaient porteurs à l'origine, pour les rendre exténués et méconnaissables au terme de leur combat.

Mais telle n'est pas, précisément, la tradition de notre IV^e Internationale qui, éduquée dans le meilleur sens du terme par son fondateur, a su éviter dans ses grandes lignes le piège à double mâchoires tendu à tout mouvement politique concernant ses rapports à l'activité artistique : celui de l'indifférence, y compris lorsque celle-ci prend la figure d'un libéralisme de bon aloi, et celui d'un trop plein d'intérêt, qui consiste pour le parti à trancher de tout sans nuances, même lorsque cela prend ses justifications dans une exaspération ouvriériste à l'égard des coupeurs de cheveux en quatre... Il est vrai qu'à partir de la co-rédaction par Léon Trotsky et André Breton du manifeste *Pour un art révolutionnaire indépendant* (Mexico 1938) nous étions dotés d'une référence efficace, susceptible par exemple de nous interdire de sombrer dans les délires stalino-maoïstes en matière d'art et de culture tels que nous les avons vus fleurir après Mai 68¹.

Le premier volume des *Œuvres* de Breton qui vient d'être édité ne couvre que la période qui s'étend de 1919 (date de la publication de *Mont de Piété*, premier recueil de Breton) à 1930. Il faudra donc attendre le ou les volumes suivants pour disposer d'un panorama complet et intégrer certains des textes où Breton atteignit le sommet de son art, ainsi par exemple du *Revoluer à cheveux blancs* (1932), de *l'Amour fou* (1937) ou encore de la superbe *Ode à Charles Fourier* (1947). Mais les dix-neuf années embrassées par cette première livraison sont d'une telle richesse créative (*les Champs magnétiques*, *Poisson soluble*, *les Pas perdus*, *Clair de terre*, les deux premiers *Manifestes du surréalisme*, etc.) et l'édition critique de Marguerite Bonnet d'une telle qualité, qu'il ne saurait être question de boudier notre plaisir au nom de l'étendue des territoires qui nous restent à arpenter, jusqu'à la disparition de Breton en 1966...

1911-1930, en effet, ce furent, pour Breton, les années du tournant décisif nourries du passage en lui des grands influents (les symbolistes, Rimbaud, Lautréamont,

Apollinaire) ; ce traumatisme profond né de la guerre, de la rencontre troublante avec la folie et de la découverte d'une psychanalyse balbutiante ; de la collision avec cet astre énigmatique, le grand-frère Jacques Vaché, suicidé en 1919 ; de la participation à « Dada », entreprise plus grave qu'on ne l'a dit de dynamitage systématique du monde comme il faut des arts et des lettres de l'époque ; de la prise de conscience des limites théoriques et pratiques d'un mouvement qui, se confinant à l'expression d'une révolte à l'état pur, se dérobaît au travail de construction et de cristallisation positives qu'appellait toute la situation ; époque enfin de la fondation du surréalisme, archipel révolutionnaire qui surnage dans l'entre-deux-guerres, ou comment, sous la direction du phénix André Breton, un mouvement apparemment circonscrit à la sphère artistique peut en arriver à sortir de son aire d'application initiale pour déborder sur tous les champs d'activité de l'humain, poussant l'exploration jusque dans ses implications le plus directement politiques et sociales (adhésion au PC en 1927)...

C'est cette rencontre impossible entre un mouvement d'intellectuels en pleine radicalisation à partir des déterminations qui leur sont propres et ne voulant rien abandonner de leur spécificité d'un côté et, de l'autre, un Parti communiste déjà en voie de glaciation stalinienne, qui a assuré au surréalisme sa mauvaise réputation définitive, et les facteurs d'une crise interne à rebondissements, ainsi que pour André Breton, quelques solides inimitiés ou querelles de mauvaise foi. Celles-ci se poursuivent d'ailleurs, quoique sous une forme atténuée, encore aujourd'hui, ce dont témoignent certains articles du *Magazine littéraire*, par ailleurs passionnants, récemment consacré à André Breton : la trajectoire magnifique qui mène celui-ci de la poésie à la révolution, accomplie sans que celle-ci ne se dissolve dans celle-là, voilà la pilule éternellement difficile à avaler² ! Le surréalisme a allumé quelques mèches explosives qui ont couru souterrenement jusqu'à nous, et il y a encore et toujours quelque chose à désamorcer en lui... Pour ce faire, il s'agit de présenter l'adhésion de Breton et de ses amis à la cause révolutionnaire comme une sorte de maladresse fondée sur la sous-politisation, un écart de jeunesse sans rapport avec les convictions profondes des surréalistes³.

Mais l'étude des textes de Breton, et tout particulièrement de ceux, cruciaux, dans lesquels il exprime sa séparation d'avec le dadaïsme et où se lit la gestation lumineuse de la vision du monde surréaliste (notamment *les Pas perdus*, paru en 1924) accrédite tout simplement le contraire de cette thèse : Breton, d'entrée de jeu, refuse de se définir comme un simple littéraire, tout de suite il se met à la recherche des travaux pratiques de la poésie, s'en tenant à une position extrême qui sera celle de toute sa vie, comme le dit à juste titre Marguerite Bonnet : « *La certitude que doivent être maintenant liés les deux termes du rapport humain, la conscience des réalités politiques et sociales et les richesses multiformes de la subjectivité dont la transformation du monde et de l'homme implique à ses yeux une indispensable interaction.* »

Mais il y a d'autres poncifs sur le surréalisme en général et Breton en particulier que la lecture de ce volume fait voler en éclats.

On a trop souvent dressé le portrait d'un Breton pape sourcilieux, affairé à la perpétuation de sa petite chapelle, occupé à instruire de dérisoires procès contre ses disciples en dissidence, en résumé un Breton hautain qui fonde son « école » pour prendre la pose devant l'histoire ! C'est oublier que, comme l'a déjà fait remarquer Michel Lequenne, les victimes de la plupart de ces « purges » se sont chargées par la suite de donner raison, et à profusion, à leurs contempteurs de l'époque : on songe au devenir misérable d'Aragon et d'Éluard, cautions poétiques du stalinisme aux couleurs de la France, et à un Salvador Dalí s'appliquant furieusement à ressembler en tout point à l'anagramme de son nom : « Avida Dollars » !

Mais c'est surtout négliger le bien-fondé d'une préoccupation permanente de Breton au long de sa vie, et qui n'est pas sans lien avec le refus d'une activité poétique qui se bornerait à être l'ornement, l'accessoire décoratif, le grain de folie prudemment circonscrit à un enclos délimité : *faire vivre un groupe*, ne pas agir seul, ne pas penser seul, chercher la médiation indispensable d'autrui, condition non seulement de la fécondité intellectuelle et de la rigueur morale, mais aussi de toute tentative d'influence sur le sort de la vie elle-même. Rien de grand, sans doute, mais rien de beau non plus ne se fait

2. Voir dans ce journal l'article de Dominique Barreau du 9 AB à 31, qui traite le rapprochement avec le PCF sur le mode de la déclassification momentanée en disant : « Il faut le faire dans l'éloge par Breton du livre de Trotsky sur Lénine (1925) une colonne de « se ranger » une « nationale »... Voir aussi l'article de Jean-Pierre Laurant sur la poésie : « La poésie ou la poésie », p. 31 du même journal. Ce livre semble rejoindre à Breton d'avoir rencontré certains de ses concepts : « à considérer le combat révolutionnaire comme l'un des aspects "poétiques" de la poésie », l'auteur ne se rendait pas compte que Breton, en disant que la poésie était « une activité anagogique », entendait dire que l'écriture était une activité de groupe et d'anticipation des autres, et celles de groupe pas comme la bande à Breton ou l'action directe. Cf. numéro 254, mai 1988, du Magazine littéraire.

3. On se réfère avec profit les archives documentaires écrites par Michel Lequenne : « Surréalisme et Communisme », et pages p. 127 de son livre *Marxisme et Surréalisme*.

4. Michaux (dans la revue belge le *Quartier latin* en janvier 1952) juge l'assonance « lisible comme » inacceptable, et ajoute que Breton « n'est pas un poète ».

1. Voir le livre de Michel Lequenne, *Marxisme et Esthétique*, paru aux éditions La Brèche en 1984, notamment le chapitre « Esquisse de critique marxiste de la critique marxiste de l'art et de la littérature », p. 11.

2. Voir dans ce journal l'article de Dominique Rabourdin p. 48 à 51, qui traite le rapprochement avec le PCF sur le mode de la déchéance momentanée en dénichant — il faut le faire — dans l'éloge par Breton du livre de Trotsky sur Lénine (1925) une volonté de « se ranger », une « banalisation ».... Voir aussi, hélas, l'article de José Pierre « La pratique ou la poésie », p.31-34, dans lequel celui-ci semble reprocher à Breton d'avoir encouragé certains de ses compagnons « à considérer le combat révolutionnaire comme l'un des aspects "pratiques" de la poésie » ; l'auteur ne se rachète pas, quelques lignes plus loin, en opérant une odieuse analogie entre les activités antimilitaristes, antireligieuses et anticolonialistes des surréalistes et celles de groupes comme la bande à Baader ou Action directe ! cf. numéro 254, mai 1988, du *Magazine littéraire*.

3. On relira avec profit les articles documentés écrits par Michel Lequenne : « Surréalisme et Communisme » et repris p. 127 de son livre *Marxisme et Esthétique*.

4. Michaux (dans la revue belge *le Disque vert* en janvier 1925) juge *Poisson soluble* comme « *Inémotif, monotone comme un clown* » et ajoute que Breton a seulement « *vu le nez de l'automatique ; il y a encore derrière tout un corps. On n'y arrivera pas de sitôt à ce relâchement complet. Rien n'est difficile à l'homme comme de se reposer... On est toujours préoccupé...* ». Bien que la critique appliquée à *Poisson soluble* soit injuste en l'espèce, Michaux met bien le doigt sur l'une des limites de l'automatisme en poésie.

sans organisation collective : cette conviction, chevillée à André Breton, explique, bien mieux que quelques traits de caractère sur lesquels on s'est étendu complaisamment, ses efforts incessants pour faire vivre et se déployer un mouvement digne de ce nom et la recherche têtue de points d'application et de contact du surréalisme avec d'autres mouvements, d'autres forces, d'autres formes d'approche de la réalité. L'image d'un Breton individualiste et arrogant constitue un contresens complet.

Autre cliché que ce livre, collection de livres, fait exploser : celui d'un Breton théoricien plein de bonnes idées, grand magicien des méthodologies, habile synthétiseur des courants nouveaux, mais poète relativement stérile ou médiocre pour ce qui concerne sa « production » personnelle, laissant les premières places de l'inspiration et du talent concrets à d'autres, plus doués que lui, comme Robert Desnos, René Char, Paul Eluard ou Aragon... Ecrivain difficile quelquefois (les « notes » de Marguerite Bonnet nous font découvrir derrière chaque texte de Breton tout un arrière-plan d'allusions à la vie culturelle et aux faits divers de son temps, tout un « non-dit » lié secrètement à la vie sentimentale et aux amours — splendidement tumultueuses — de l'écrivain) : poète déroutant certainement, dans la mesure où, faisant fi de tous les cloisonnements, « l'or brut » de la poésie vient se nicher au cœur des manifestes qui se donnent pour les plus théoriques, les plus abstraits... Mais poète majeur, incontestablement : la lecture de *Poisson soluble* (1924), de *Nadja* (1928) évidemment et de la plupart des « inédits » rassemblés dans ce volume achèvent de nous en convaincre. Il est vrai que la lecture de quelques-uns des « poèmes » jetés sur le papier à l'aide de la technique révolutionnaire (et directement en prise sur les acquis naissants de la psychanalyse) de l'« écriture automatique » peut parfois laisser une certaine impression de monotonie, d'ailleurs soulignée avec autant de lucidité que de ménagements par Henri Michaux à l'époque⁴. Sans qu'il soit évidemment question de régresser au formalisme éculé et au « quant à soi » insupportable des littérateurs du passé, il y avait effectivement risque à ouvrir ainsi les vannes, souvent mornes et décevantes, de la spontanéité. Mais l'avis de

Breton et de ses camarades était que l'expérience valait d'être tentée, quitte à y apporter ensuite les correctifs indispensables pour aboutir à l'achèvement de textes admirables, parmi les plus somptueux qui aient été écrits en langue française dans ce siècle. Dans son étude minutieuse à propos des *Champs magnétiques*, fleuron de l'écriture automatique, Marguerite Bonnet souligne d'ailleurs que celle-ci, « *dès ses premières manifestations, apparaît comme une expérience ambivalente : parole pulsionnelle, elle reste en même temps surveillée, cet irrésistible contrôle intervenant à des moments et à des degrés divers. C'est dire que l'automatisme est un objectif que le poète se propose sans jamais pouvoir l'atteindre totalement dans la durée, et que, contrairement à une autre idée reçue, Breton n'a jamais sacralisé cette technique, tout en appuyant sur elle l'élan de son écriture poétique.* »

Alors que dire, que faire qui ne soit un hommage ensevelissant pour cette homme fantastique, qui aura permis de nous reconnaître dans une définition de la poésie n'ayant rien à voir avec l'exercice dérisoire et plein de moisissures que trop de professeurs enfouissent dans les cartables d'écoliers ? Un programme : *ne pas faire de la beauté une catégorie à part*. Une ligne : déraciner les barbelés qui encerclent le merveilleux dans une zone bien délimitée. Une consigne valable par tous les temps : militer, révolutionner ce monde infect, mais sans jamais négliger de placer nos moyens sous la haute surveillance de notre fin, qui consiste avant tout en la sauvegarde de l'individu et le déploiement de toutes ses virtualités, même poétiques.

Dans ces conditions, dans ces conditions seulement, vous pouvez faire lire autour de vous André Breton, discrètement, mais non sans une délicate obstination : moyennant une certaine impassibilité, et un enchaînement rapide de gestes sûrs et précis, il est ainsi possible d'oublier le Livre dans la chambre où dort, pure hypothèse, l'être aimé.

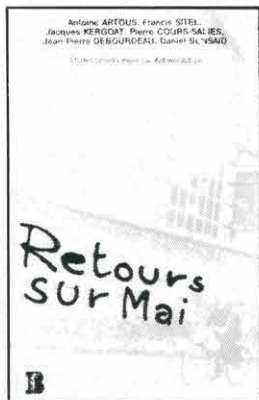
Tout devient probable, alors : vous pouvez raisonnablement envisager l'apaisement de votre amour, préservé du quotidien des calamités environnantes ; mais attention, vous pouvez aussi obtenir le déclenchement d'un orage à l'infini sur le toit du monde.

Didier Hanne

NOUVEAUTES LA BRECHE

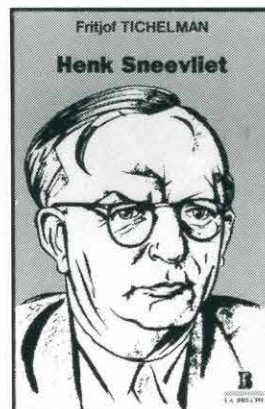
Retours sur Mai,
A. Artous, F. Sittel,
J. Kergoat,
P. Cours-Salies,
J.-P. Debourdeau,
B. Bensaïd,
216 pages, 90 F

Les contributions qui forment ce livre rejettent les idées à la mode qui prétendent réduire Mai 68 à une crise de jeunesse. Elles y voient, au contraire, une formidable expérience qui a déterminé les coordonnées politiques de ces vingt dernières années. Elles mettent au centre de leurs réflexions les questions politiques et stratégiques.



Henk Sneevliet,
Fritjof Tichelman,
176 pages, 80 F

Ce militant révolutionnaire néerlandais a joué un rôle important dans la formation du Parti communiste indonésien et dans la politique du Komintern en Chine. Rompant très rapidement avec Staline, il déploya une intense activité aux Pays-Bas dans les années trente, et son action sous l'occupation nazie le mena au poteau d'exécution.



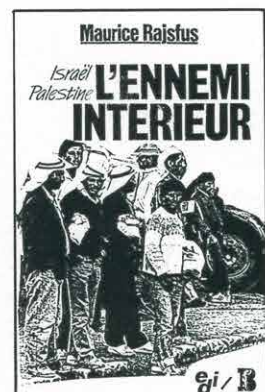
La Marche de Wang Fanxi, mémoires d'un révolutionnaire chinois,
320 pages, 98 F.

En 1935, à dix-huit ans, Wang Fanxi rejoignait les pionniers du mouvement communiste chinois. Ce témoignage passionnera tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Chine et du mouvement communiste. Déjà publié aux Oxford University Press.



Israël, Palestine, l'ennemi intérieur,
Maurice Rajsfus,
208 pages, 90 F.

Dans ce livre, Maurice Rajsfus s'attache à décrire les mécanismes de l'oppression quotidienne, de la répression devenue banale, des « faits divers », du harcèlement conduit par l'occupant israélien depuis plus de vingt ans, qui ont préparé la révolte de la jeunesse palestinienne.



LA BRECHE EN FLEUR CE PRINTEMPS

De nombreux titres sont proposés à votre intention en prise directe sur l'actualité (Palestine, anniversaire de Mai 68) ou traitant de problèmes politiques et syndicaux de fond (Racines n° 3, Yougoslavie).

N'oubliez pas de vous procurer les derniers titres parus :

Maxime Durand, *la Tourmente mexicaine*, 200 p., 73 F.
Georges Labica, *le Paradigme du Grand-Hornu*, 138 p., 60 F
Racine n° 2, *Stratégie et Parti*, 142 p., 30 F.
Racines n° 3, *la LCR et le mouvement syndical, politique et revendications*, 112 p., 30 F
Laurent Batsch, *la FEN au tournant*, 176 p., 66 F
Chevallard-Leconte, *Travail des femmes, pouvoir des hommes*, 188 p. 78 F
Che Guevara, *Ecrits d'un révolutionnaire*, 248 p., 85F

Librairie Diffusion LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00
du mardi au samedi
de 12 h 00 à 20 h 00

**Achetez-y
tous vos livres**
5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de
livres)

9, rue de Tunis,
75011 Paris
Tél : 43 67 63 57